Communistes
Lien d'échanges et de communication

Sur le vif



Françoise Decan
Secrétaire départementale de Haute-Vienne

Les conséquences de la politique ultra-libérale atteignent un niveau socialement et humainement intolérable.
À Romans avec l'industrie de la chaussure de luxe, à Florange avec la fermeture programmée de GKN, à Marseille avec les Nestlé et le dépeçage de la SNCM, à St-Nazaire où la logique Bolkestein montre le visage de l'esclavage moderne, à Grenoble chez Hewlett-Packard les licenciements touchent jusqu'aux ingénieurs.
En Limousin, à Brive, les « Délices de Ninon » suppriment 150 emplois et 40 chez FAVI, licenciements aussi dans la filière bois.
Quant à la porcelaine de Limoges, elle faisait travailler jusqu'à 20000 salariés, aujourd'hui il en reste à peine 1500. Tout a été délocalisé pour accroître les profits.
Après la victoire du peuple le 29 mai, la droite et le patronat sont engagés dans une course de vitesse face au mécontentement des citoyens.

"Le 22 octobre, nous y serons"

Nous savons bien qu'il ne peut y avoir de changement possible sans une forte mobilisation sociale. Nous allons nous engager pour assurer le plus grand succès possible à la grande journée de mobilisation syndicale du 4 octobre. Nous voulons faire « rougeoyer l'automne » disait Bernard Thibault à Limoges - vendredi 23 septembre - en fêtant les 110 ans de la CGT.
Après le beau succès de la Fête de l'Humanité et la journée de mobilisation du 4 octobre, continuons la résistance par un grand meeting national, le 22 octobre, à Paris ; un meeting de riposte pour toutes celles et ceux qui agissent pour se défendre, qui refusent d'être sacrifiés sur l'autel du libéralisme et de la loi du fric.
Faisons du 22 octobre un cri de colère des salariés en lutte, mais aussi de celles et de ceux qui agissent pour le droit de se loger, les habitants des quartiers populaires stigmatisés par le ministre de l'Intérieur, les lycéens victimes de la répression et de la ségrégation sociale.
Ce 22 octobre sera aussi un rassemblement pour une autre conception de la société, d'autres choix politiques.
Avec le 4 octobre, le 22 octobre, le 26 novembre et nos 1000 forums à organiser… la course de vitesse est lancée…! Contre une droite qui méprise le peuple et contre un capitalisme qui broie les hommes. ■

Servez-vous

Disponible sur le site du PCF, 2 modèles de tract :

- **Tous aux manifestations du 4 octobre**
- **Rassemblement devant les préfectures**



Le Conseil national met à disposition chaque semaine une aide à la communication de proximité, composée d'un dossier et de plusieurs projets de tracts, maquettés au format bureautique. Ils sont disponibles et téléchargeables sur Internet **(www.pcf.fr rubrique « tracts »)**.

1000 forums pour une alternative



Devant près de 500 personnes réunies en forum à Tarbes, Marie-George Buffet a appelé les partis de gauche « à redonner le pouvoir aux citoyens en s'engageant à construire l'alternative par un va-et-vient constant avec eux »

Sarkozy ça suffit !

Au moment où les expulsions d'immigrés se multiplient, engendrant d'insupportables drames humains, les propos du ministre de l'Intérieur exigeant des préfets davantage d'arrestations suscitent colère et indignation. Le Conseil national du PCF a lancé un appel pour que se tiennent aujourd'hui des rassemblements devant les préfectures afin d'exiger la fin de ces rafles et cette « guerre aux pauvres »

Le 4 octobre, on manifeste !

Tous les syndicats appellent à manifester et à faire grève le mardi 4 octobre.
Le PCF soutient cette journée d'action pour les salaires et l'emploi, les droits collectifs et individuels des salarié-e-s. Il sera présent dans les manifestations. À Paris, le rendez-vous est fixé à 14 h 30, angle place de la Bastille/boulevard Beaumarchais

La France qui souffre et qui résiste a rendez-vous le 22 octobre à Paris

Le 22 octobre, des délégations venues de toutes la France convergeront vers la salle Carpentier à Paris 13e (métro Porte de Choisy). Plus de 5000 personnes sont attendues pour ce temps fort de la riposte à la politique Villepin/Sarkozy

Fête 2005, un bon bilan

Plus de vignettes diffusées, plus d'adhésions au PCF... Les artisans du succès de la Fête de l'Humanité se sont retrouvés mercredi dernier au siège du PCF pour fêter les bons résultats de l'édition 2005, en présence de Marie-George Buffet et Patrick Le Hyaric



Conseil national des 21 et 22 septembre

LE RAPPORT DE PATRICE COHEN-SEAT

L'objet de notre réunion est de travailler de façon précise la manière dont nous allons mettre en œuvre notre démarche de rassemblement pour résister à la droite et la battre.
Nous avons tenu une cession de notre Conseil national il y a quelques jours, juste avant la Fête de l'Huma. A partir de l'analyse de la situation politique que nous a proposée Richard Sheehan - sur laquelle je ne reviens donc pas en détail - je concentrerai mon propos sur les objectifs que nous devons nous fixer au regard de cette situation (I); puis sur les conditions du succès (II); enfin sur la façon de poursuivre la mise en œuvre de notre démarche (III).



I. UNE COURSE DE VITESSE

La situation, Richard l'a bien analysée dans son rapport, est caractérisée par la violence de la politique de la droite. Mais elle l'est tout autant par la colère et le refus qui montent dans la société. L'aiguisement de cette contradiction, dont l'écrasante victoire du « non » a donné spectaculairement la mesure, crée une situation qualitativement nouvelle marquée, me semble-t-il, par une véritable course de vitesse: les risques sont considérables, et les possibles aussi.

A. Le projet de la droite

Je voudrais insister en quelques mots sur l'ampleur et la gravité du projet de la droite.
Et d'abord un constat: les conséquences de cette politique ultra libérale atteignent désormais un niveau socialement et humainement intolérable. Le scandale est maintenant quotidien.
Cet été, en plein Paris, des tragédies évitables ont coûté la vie à des dizaines d'enfants, de femmes et d'hommes, la plupart originaires d'Afrique, tous victimes d'une politique du logement inhumaine.



L'ultralibéralisme tue…

Cet été, dans toute la France, le jeu de massacre de l'emploi s'est poursuivi: à Romans, avec la destruction organisée de l'industrie de la chaussure de luxe; à Florange, avec la fermeture programmée de GKN; à Marseille, où il a fallu une lutte exemplaire pour commencer à faire reculer Nestlé et arracher au moins une discussion sur la décision de fermeture; à Saint-Nazaire, où la logique Bolkestein est déjà poussée jusqu'à une sorte d'esclavage moderne; à Grenoble, où Hewlett Packard, veut licencier le quart de ses effectifs en France. Toutes les entreprises, toutes les catégories de salariés, jusqu'aux ingénieurs, vivent désormais sous la menace de la délocalisation et de la fermeture.
Partout, l'argument est le même: la compétitivité! Et pourtant, dans la plupart des cas, les entreprises, en tout cas les groupes concernés font des bénéfices considérables. Cette conception de la compétitivité n'a même plus rien à voir avec la production: elle est la pure recherche du profit boursier, la récompense spéculative des efforts des actionnaires pour licencier, comprimer les salaires, précariser, délocaliser, faire baisser le « coût du travail » pour faire monter le taux de profit.
En dix ans, la « délocalisation » du capital, qui a jusqu'à maintenant concerné essentiellement le capital industriel, a entraîné la sortie « nette » de notre pays de plus de 315 milliards d'euros. Le prix à payer par le monde du travail a été de 288000 emplois industriels, supprimés pour être remplacés, ailleurs, par du travail jugé « moins coûteux ».
Ce mouvement de délocalisation du capital atteint désormais aussi les emplois dans les services. Cela conduira inexorablement, si notre peuple n'arrive pas à stopper ce rouleau compresseur, à un véritable désastre social.
Ce processus est à l'œuvre depuis une trentaine d'années. C'est ce que l'on a appelé la « vague libérale », ou encore la mondialisation capitaliste, dont l'une des dimensions essentielles est de supprimer toute entrave à la liberté de circulation du capital afin de permettre la mise en concurrence planétaire des peuples et des systèmes sociaux. Aujourd'hui, il s'accélère pour répondre aux besoins du grand capital financier qui exige de maintenir des taux de profits exorbitants pour la masse énorme des capitaux accumulés. C'est d'ailleurs cette même logique qui conduit à la fébrilité avec laquelle l'Etat brade actuellement au privé et aux fonds de pensions les fleurons de nos entreprises publiques: autoroutes, EDF, AREVA, SNCM, etc.
Mais la réponse « libérale » principale à ce processus est de « réduire le coût du travail », c'est-à-dire de donner sur place au capital les avantages qu'il cherche à obtenir ailleurs: coupes sombres dans les dépenses publiques et sociales, précarisation du travail, pression permanente sur les salaires et les droits sociaux, privatisations, cadeaux fiscaux et subventions aux entreprises, etc., et avec la directive Bolkestein, emploi de salariés étrangers « aux conditions de leurs pays d'origine ».
Nous avons vu cet été jusqu'où cela mène déjà: le « contrat nouvelle embauche », qui vide l'idée même de contrat de travail de sa substance puisque le salarié devient « jetable » à tout moment pendant deux ans. Et la subvention aux bas salaires, qui revient à faire payer par l'Etat, donc pour l'essentiel par les salariés eux-mêmes, une part des salaires des moins favorisés.
Mais cette politique bute, aujourd'hui encore, sur ce qui reste de notre système social, issu notamment de la Résistance. C'est cet obstacle - le Medef l'a annoncé clairement - qu'il faut maintenant faire sauter. Le capital exige des forces qui le soutiennent qu'elles accélèrent et rendent irréversible un remodelage profond de notre société.

B. La stratégie de la droite

On le voit à ses actes, la droite est décidée, pour mettre en œuvre son projet, à ignorer et même à braver l'expression du suffrage universel qui vient de condamner le libéralisme lui-même. Mais elle doit pour cela s'en donner les moyens politiques. Les élections régionales et européennes de 2004, et plus encore le résultat du référendum du 29 mai montrent qu'elle est placée devant une très sérieuse difficulté politique.
Non seulement elle n'a pas réussi, malgré le renfort de la majorité du Parti socialiste et des Verts et la quasi totalité des « experts », à arracher à notre peuple son consentement durable à ses choix ultra libéraux. Mais la campagne a au contraire été marquée par l'émergence d'une très forte volonté d'alternative anti libérale à gauche. Pour le Medef, pour les grandes puissances financières, pour la droite, la victoire du « non » a donc sonné l'alarme.
Pour « passer » malgré tout en 2007, la droite a fait son choix. Se concilier les « couches moyennes » par des cadeaux fiscaux, qui profitent d'ailleurs pour l'essentiel aux plus fortunés. Et surtout, récupérer les voix du Front national, objectif qui n'est plus seulement celui d'un de Villiers, mais devient celui de toute la droite comme le montrent les outrances de gens comme Baroin, et surtout la promotion de Sarkozy comme président de l'UMP. Une partie de la grande bourgeoisie française, du patronat et de la droite fait cyniquement, une nouvelle fois dans notre histoire, un choix honteux aux conséquences imprévisibles: plutôt les idées de Le Pen que l'Union populaire!
Certes, la compétition entre de Villepin et Sarkozy n'est pas feinte. Mais le ton plus mesuré du premier, qui vante notre modèle social, et celui plus musclé du second, qui en dénonce l'échec et propose une rupture ultra libérale, ne doit pas faire illusion. D'un côté, c'est une sorte de réédition du coup de la « fracture sociale » de 1995; de l'autre, c'est la volonté de capter le besoin de changement radical qui traverse notre société. L'objectif de la manœuvre, c'est de faire croire qu'il y aurait une alternative à droite, et au total, quel que soit le vainqueur de la compétition, de ratisser du centre à l'extrême droite pour l'emporter en 2007 et poursuivre la politique qu'ils appliquent dès aujourd'hui ensemble au gouvernement.
Le risque, si cette stratégie l'emporte, est immense. Personne ne peut dire où peut conduire une telle déstructuration de notre société.

C. La montée de la colère et du refus

Le second aspect de la situation, c'est la montée des colères et des refus, et la prise de conscience des conséquences de cette politique.
Au centre de cette prise de conscience, il y a évidemment la dureté croissante, la précarité, l'insécurité de la vie de millions de femmes et d'hommes dans notre pays. Le chômage qui n'en finit jamais, le pouvoir d'achat qui baisse, la pauvreté qui s'étend, des enfants qui ne mangent pas à leur faim tous les jours, qui ne partent jamais en vacances, la retraite, la santé menacées: comment peut-on accepter tout ça dans un des pays les plus puissants du monde, où les inégalités explosent et où s'étale la richesse la plus insolente?
Et puis, il y a l'inquiétude croissante sur l'évolution de la société, et même du monde. Le lien est de plus en plus fort, dans les esprits, entre la misère, l'injustice et la violence. Entre la recherche aveugle du profit et ses conséquences ravageuses sur les sociétés et l'environnement. Les drames de cet été, en France, aux Etats-Unis, partout, ont tous souligné deux faits insupportables: l'argent est toujours derrière; et ce sont toujours les plus pauvres, les plus faibles qui sont frappés!
Au fond, ce qui monte dans la société, avec la révolte et la colère, c'est l'idée que ce n'est plus supportable, que ça ne peut plus continuer ainsi, que le monde, la société deviennent trop durs, trop injustes, que tout ça est trop absurde et dangereux.
Une des dimensions essentielles de notre action doit donc être de nous faire les porteurs de la colère qu'elle engendre et de lui donner visibilité, légitimité et force. Il faut la faire grandir, l'étayer de faits et d'arguments, la conforter en

montrant qu'un autre chemin est possible. Cela implique que nous soyons en permanence aux côtés des femmes et des hommes, des salariés qui luttent. Mais aussi que nous soyons, sur tous les terrains, déterminés à produire les actes politiques et à prendre les initiatives qui permettent d'opposer aux mauvais coups de la droite et du patronat des mobilisations et des propositions.

D. Le « possible » et « l'impossible »

Il y a dix ans, le grand mouvement social de 1995 exprimait déjà une forte contestation de la mondialisation capitaliste et de ses effets. Mais le débat sur « l'absence de débouché politique » en caractérisait les limites. On voyait ce qu'on ne voulait pas, mais notre peuple ne percevait pas la possibilité politique d'ouvrir un nouveau chemin. Les reculs idéologiques des dernières décennies, les échecs de la gauche et le renoncement d'une partie majoritaire des forces qui la composent à porter l'ambition d'un vrai changement creusaient, si je peux dire, un écart trop grand entre le « nécessaire » et le « possible ».
Le niveau atteint par le rejet du monde invivable dans lequel nous enfonce le capitalisme, la force de la révolte qui l'accompagne produisent une modification qualitative de ce rapport. Le cours des choses est désormais perçu comme si insupportable, si inacceptable qu'il bouscule le débat feutré sur le possible. Ce qui maintenant domine est l'affirmation d'une exigence : il faut que ça cesse !
C'est, je crois, le sens profond du vote du 29 mai. Aux partisans du « oui » qui expliquaient pour l'essentiel que le projet de traité était le meilleur compromis « possible », notre peuple a répondu que ce qui est « impossible », désormais, c'est de continuer comme ça. Il s'agit là d'une rupture. Une brèche est désormais ouverte dans le dispositif idéologique qui alimentait la résignation. Les conséquences politiques en sont potentiellement considérables.
La situation est donc désormais « ouverte ». Mais il y a course de vitesse entre deux « possibles » opposés : la catastrophe annoncée de la fuite en avant ultra libérale ; ou l'ouverture d'une véritable alternative.

II. L'OBJECTIF DE GAGNER

La possibilité d'une alternative existe. Faire partager massivement cette conviction est une condition de l'espoir, de la mobilisation, et par conséquent de la victoire. Il était très important que Marie-George le dise fortement à la Fête de l'Huma, comme elle l'avait fait il y a un an pour le référendum, alors même que les sondages donnaient le OUI gagnant à plus de 65 %.
Autant il est décisif de faire partager l'enthousiasme d'une victoire possible, autant il serait dangereux d'en dissimuler les très grandes difficultés. La gauche est profondément divisée et très loin de pouvoir s'entendre sur un programme politique. Et puis cette bataille, dont l'enjeu est proprement historique - engager une véritable rupture avec le libéralisme dans l'un des pays les plus développés du monde -, sera encore plus rude que celle du référendum. Sans parler du temps qui, je l'ai dit, nous est compté.

A. Les leçons du référendum

Gagner cette bataille exige d'abord de bien apprécier le sens de la campagne et du résultat du référendum.

1. L'utilité du vote NON

La victoire est liée à une mobilisation à gauche. Le NON a été massif dans les catégories les plus populaires - ouvriers, employés, chômeurs - et majoritaire dans les catégories intermédiaires, jusqu'à 3000 euros de revenus mensuels ; ainsi que chez les jeunes, ce qui est une donnée nouvelle très encourageante.
Cette mobilisation à gauche, y compris chez des électrices et électeurs qui s'étaient abstenus ces dernières années, montre que voter NON est apparu utile. Bien comprendre pourquoi est très important.
Je ne reviens pas sur toutes les analyses que nous avons faites à ce sujet en juin, à partir du rapport de Marie-George. Par exemple sur le rôle décisif d'un objectif mobilisateur, à condition d'ajouter que l'affirmer ne suffit pas : faire partager l'idée que gagner est possible suppose de mettre cette question en débat dans notre peuple. Ou sur le rôle, également très important, de la perception de l'enjeu par des millions de femmes et d'hommes, et donc de la capacité des forces du NON à mener une bataille d'arguments sur le contenu précis du texte.
En revanche, je voudrais insister sur quelques questions.

2. Une interpellation de toute la gauche

Marie-George a souligné en juin combien avait compté dans le résultat le caractère populaire de la campagne. Cette mise en mouvement de notre peuple n'est évidemment pas tombée du ciel. Elle s'est nourrie des grandes mobilisations sociales des dernières années, de la dynamique du mouvement altermondialiste et des « forums sociaux », de l'amorce d'une mobilisation citoyenne à l'occasion des élections régionales et européennes de 2004.
Le fait nouveau est qu'à l'occasion du référendum, toutes ces mobilisations se sont articulées pour se donner à elles-mêmes un débouché politique qui manquait jusque-là. Cela a créé une véritable effervescence militante et populaire qui a donné confiance dans la possibilité de gagner. Au sens propre, le peuple de gauche s'est emparé de la campagne.
Il me paraît très important de ne pas se tromper sur le sens de cette irruption démocratique.
Elle marque certainement une capacité et un désir d'intervention politique qui sont des atouts décisifs pour l'avenir. Elle porte aussi une volonté de bousculer toute la gauche.
Notre peuple est lucide. Il ne veut plus de ces politiques libérales, et son vote est un désaveu des partis qui ont soutenu le OUI. Mais il sait très bien que les forces qui ont soutenu le NON n'ont pas en main la solution. Il voit les



Poursuivre et élargir la dynamique populaire

débats et les divisions. Il perçoit que changer exige à la fois un projet nouveau, rompant radicalement avec ce que la gauche a fait hier, et un rassemblement majoritaire à gauche pour résister à la droite et la battre. Et il en voit les difficultés. Son irruption dans la campagne a aussi été une façon d'intervenir directement sur cette situation.
Au vu des débats à gauche, il n'y a en l'état aucune raison que notre peuple manifeste un enthousiasme délirant. Les élections partielles, comme les études d'opinion, confirment ce constat : aucune des forces ou des personnalités qui ont soutenu le NON ne fait une percée politique. Certes, nous ne devons pas sous-estimer le résultat de certains de nos candidats, qui vont parfois jusqu'à doubler leur score. Mais il n'y a en l'état aucune dynamique susceptible de contrecarrer la stratégie de la droite qui, quant à elle, réussit assez bien à recycler des voix de l'extrême droite.
Toute la gauche est donc interpellée. Toutes les forces qui la composent doivent réaliser qu'elles sont objectivement en échec face aux défis de notre époque, notamment celui de la mondialisation capitaliste. Chacune d'elles est au pied du mur et sera jugée à son courage, sa créativité, ses efforts, sa détermination à réviser ses conceptions et ses pratiques, et inventer du neuf.

3. L'espoir d'une nouvelle « offre politique »

Pour cette raison, le début de rassemblement politique qui s'est opéré à gauche autour du NON - un NON qui signifiait clairement le refus du libéralisme - a joué un grand rôle dans la dynamique politique qui a permis la victoire. Par sa diversité, son éventail politique, le lien nouveau qui s'y est tissé entre des partis et des forces du mouvement syndical, associatif et altermondialiste, ce rassemblement a entrouvert la possibilité que les forces de gauche et de progrès fassent du neuf et surmontent leurs divisions. Il a dessiné la possibilité d'une nouvelle « offre politique » à gauche. Cela a eu un impact considérable.
Du côté des forces du OUI, tout est fait pour masquer cette réalité, couper le lien entre la victoire du NON et la possibilité d'une nouvelle donne à gauche. Mais je crois que notre peuple n'est pas dupe. Chacun savait, en votant NON, que les traités antérieurs demeuraient. La mobilisation, le sentiment d'utilité qu'a porté le NON impliquait donc évidemment qu'il ait à gauche des conséquences positives, constructives, pour changer la politique en France et en Europe.
En l'état, ce n'est évidemment pas le cas. Mais nous l'avons très bien senti à la Fête de l'Huma dans les échanges avec les femmes, les hommes, les militantes et les militants qui y sont venus en très grand nombre, il y a une très forte attente. La braise est chaude, prête à faire repartir le feu de plus belle si la promesse d'alternative qui est apparue en filigrane dans la campagne référendaire se concrétisait dans les semaines et les mois qui viennent dans les actes des forces concernées.

B. La question du contenu d'une perspective de changement

1. La question du « réalisme »

Il me semble en second lieu que l'objectif de gagner suppose une modification radicale de notre façon de poser la question du contenu d'une perspective de changement.
Depuis que le courant social-démocrate est devenu dominant à gauche, c'est-à-dire depuis maintenant très longtemps, notre objectif, dans la conception même de nos programmes politiques, était de « peser » sur les orientations de la gauche. Nous portions ainsi un certain nombre de propositions ou d'orientations essentielles afin d'obliger toute la gauche à en tenir compte.
Cette démarche a échoué. Elle s'est en effet heurtée à ce qui est devenu un véritable « mur » idéologique et politique : l'idée qu'il n'est pas possible de faire autrement. C'est donc cette question : « peut-on faire autrement ? » qui est désormais la question centrale, celle à laquelle nous devons nous attaquer avec notre peuple si nous voulons surmonter l'obstacle.
C'est donc en fonction de cette question que nous devons concevoir un programme politique. Il ne doit pas seulement énoncer des propositions ou des objectifs ; il doit les articuler aux moyens nécessaires pour les rendre possible.
Nous devons prendre à notre compte la question du « réalisme » et en disputer la conception et le contenu à la droite et au courant social- démocrate. Au fond, nous devons cesser de nous comporter en fait comme si nos idées étaient éternellement condamnées à être minoritaires à gauche, et ne pas laisser à d'autres la responsabilité de formuler un véritable programme de gouvernement.
Nous avons réussi, dans la campagne du référendum, à mener un débat « projet contre projet » : « Europe sociale » contre « Europe libérale ». Nous devons réussir, dans les mois à venir, à développer dans la société un grand débat politique opposant au projet de société libérale le projet d'une société construite autour des valeurs de liberté, de solidarité, d'égalité, de co-développement des peuples, de désarmement et de paix.
Cela demande un effort d'innovation d'autant plus important que notre société a profondément changé. En deux ou trois décennies, l'Etat s'est affaibli, les services publics ont reculé, l'Europe est devenue la principale source de règles juridiques, la financiarisation et la mondialisation du capital ont bouleversé les conditions de la production et les rapports de forces sociaux et politiques.

2. Projet contre projet

Nous ne pouvons donc pas intervenir efficacement dans ce débat « projet contre projet » sans proposer des réponses à quelques questions cruciales qui sont dans toutes les têtes, et qui conditionnent la crédibilité même d'une véritable politique de changement.
Par exemple, comment propose-t-on, précisément, d'enrayer la logique infernale de la mondialisation capitaliste, et d'empêcher les capitaux de se délocaliser sans entraves, au gré des opportunités financières, afin de mettre les peuples et les systèmes sociaux en concurrence ? Comment fait-on prévaloir - en Europe, dans les institutions internationales, dans les relations avec les autres peuples, notamment avec ceux du Sud ou de l'Est - un objectif de co-développement, une autre conception de la croissance, échappant aux logiques financières et productivistes ?
Comment fait-on, si la gauche arrive de nouveau au pouvoir, pour que notre peuple ne se fasse pas une nouvelle

fois voler sa victoire? Par quelles transformations des institutions, mais aussi des pratiques politiques, par quelle nouvelle conception du pouvoir pouvons-nous donner à notre peuple les moyens de se faire entendre en permanence, d'intervenir directement, de peser sur les choix avant, pendant et après les échéances électorales?
Comment peser sur l'économie? Quels moyens redonner aujourd'hui à l'action publique? Qu'est-ce que cela suppose en matière de politique budgétaire, fiscale, monétaire, de retour sur les privatisations, de développement et de conception du secteur public et social? Comment contraindre les entreprises à prendre en compte l'intérêt commun: celui de ses salariés, mais aussi des territoires où elles sont implantées, du pays lui-même, des conséquences sanitaires ou environnementales de leurs activités? Qu'est-ce que cela signifie en matière de droits et pouvoirs nouveaux des salariés, des élus, des collectivités publiques?
Quelle conception avons-nous d'une société de solidarité? Qu'est-ce qui doit être gratuit? Qu'est-ce qui doit relever du service public: santé, logement, éducation, culture, etc.? Quelle doit être l'ampleur, les objectifs et les modalités de la redistribution sociale? Quel niveau et quelles formes des prélèvements fiscaux et sociaux? Qui va payer? Je dis ici par parenthèse qu'il s'agit là d'une question politique majeure: dire clairement ce que nous voulons à ce sujet est la seule façon de mettre en échec l'objectif de la droite, et d'ailleurs également du PS, de séduire les si convoitées « couches moyennes », qui sont en fait dans leur immense majorité des salariés aux revenus modestes.
Quelle conception avons-nous d'une société d'égalité? Par quels moyens et jusqu'où proposons-nous d'inverser le mouvement qui creuse aujourd'hui les inégalités entre riches et pauvres, hommes et femmes, Français et étrangers…? Qu'opposons-nous à la notion de discrimination positive? Quelle conception moderne de la laïcité pour assurer une véritable égalité dans la liberté de conscience, de croyance et de pratique religieuse?
Quelle conception avons-nous d'une société de liberté? Quels doivent être les droits fondamentaux de chaque être humain? Que signifie donner à chacun-e, dans tous les domaines de la vie, les moyens de son plein et libre épanouissement, de sa capacité d'inventer, d'innover, d'entreprendre? Et quelle conception de la responsabilité cela suppose-t-il? Quelles réponses apportons-nous au développement de la délinquance, de l'insécurité, de l'incivilité?
Quelle conception avons-nous du travail? Peut-on travailler moins? Pour produire quoi? Quelles ambitions de développement de notre industrie et de nos services? Comment augmenter le pouvoir d'achat des salaires? Comment vaincre le cancer du chômage et de la précarité? Qu'est-ce que cela implique en matière de maîtrise des flux financiers, de mise en cause du pouvoir absolu du capital sur la gestion des entreprises?
Ce ne sont que des exemples. Je veux simplement insister sur le fait qu'il n'y a pas de victoire possible sans apporter des réponses précises à toutes ces questions, en terme de projet de société comme de programme politique. Nous ne pouvons pas faire l'économie de ce travail, en rester aux idées générales et laisser à d'autres le soin d'occuper ce terrain dont dépend la crédibilité d'un projet politique.

C. Notre objectif de rassemblement

1. La nécessité de faire bouger toute la gauche
C'est évidemment une des questions les plus débattues entre nous et dans toute la gauche. Et c'est une des plus difficiles. L'équation est simple à énoncer. Il ne peut pas y avoir de changement si une majorité de gauche ne se rassemble pas sur un projet politique de rupture avec le libéralisme. Or une partie importante de la gauche, notamment la force qui y est majoritaire, se refuse jusqu'à aujourd'hui à prendre ce chemin.
Mais le discours de l'extrême gauche reste lui aussi marqué par le refus de cet objectif. L'idée qu'il y aurait deux gauches incompatibles, aux frontières définitivement fixées, fige la situation et ferme également la porte à la constitution d'une majorité de changement.



1000 forums pour construire l'alternative

La question adressée sans cesse aux communistes est donc: qui espérez-vous donc rassembler? Et comment?
Je crois qu'il faut être sur cette question très clair et très précis. Si la réponse doit être donnée à partir de la situation et des positions actuelles des uns et des autres, s'il n'y a pas moyen de les faire bouger, alors il n'y a pas de solution.
Cette idée existe et conduit certains, à gauche, à penser qu'il faut faire le dos rond dans l'opposition pour y construire, sur la base des souffrances de notre peuple, de nouveaux rapports de force politique. Je crois que ce serait une erreur fatale. Nous irions droit vers la victoire de la droite, ou vers une énième alternance sans changement qui préparerait le retour d'une droite encore plus dure, au risque des pires aventures.
2. Comment?
Cela dit, le problème reste entier. Car s'il est impératif de se fixer l'objectif politique de rassembler toute la gauche, il serait absurde de nier qu'il existe en son sein deux orientations aujourd'hui incompatibles: celle qui pousse à la résignation devant un ordre des choses qu'on n'imagine pas pouvoir changer vraiment; et celle qui pense au contraire que l'objectif doit être une profonde transformation sociale.
La vraie question par conséquent - il me semble que nous commençons à nous faire entendre sur ce point - n'est pas « qui? », puisque la seule solution est de dépasser cette situation d'incompatibilité pour construire une majorité à gauche, mais « comment? ».
La réponse à cette question réside à mon avis dans une des lois d'airain de la politique. Aucune force politique digne de ce nom ne peut s'abstraire de ce que pense son électorat potentiel. Aucune ne peut s'en couper sans perdre sa raison d'être.
Le Parti socialiste, plus que tout autre, est aujourd'hui confronté à cette question. Son électorat dit majoritairement « non » au libéralisme alors que lui dit majoritairement le contraire. C'est une contradiction très forte. Et cette contradiction produit nécessairement un mouvement. Nous l'avons d'ailleurs sous les yeux, dans la force du débat qui traverse aujourd'hui le Parti socialiste.
Certains ont cru bon d'ironiser sur la venue de Laurent Fabius à la Fête de l'Huma. Mais comment ne pas voir que ce positionnement, comme celui d'autres responsables de gauche, est directement lié à la situation et au débat dans notre peuple? Et n'est-ce pas là, justement, notre objectif essentiel: contribuer à ce que le débat politique dans notre peuple, ses exigences fassent bouger toutes les forces politiques, et donc leurs dirigeants?
De ce point de vue, les choses ont déjà beaucoup bougé depuis le 21 avril 2002. Nous pouvons nous féliciter d'y avoir joué un rôle important, avec d'autres. Et la campagne référendaire, en permettant à notre peuple, et à l'électorat de gauche, de se prononcer sur la question centrale du libéralisme, produit une accélération de ce mouvement.
3. Comment aller beaucoup plus vite et beaucoup plus loin?
D'abord, je crois qu'il faut faire partager l'idée que, même s'il y a urgence, il n'y a pas de raccourci possible. La clef de tout est le développement d'une dynamique populaire autour d'un projet mobilisateur, créant dans tout notre peuple un espoir et un élan qui s'imposeront comme une donnée incontournable de la situation politique. Tout ce qui relèverait du « truc », de la candidature X ou Y, ou de tout autre stratagème est voué à l'échec.
Pour créer l'espoir et l'élan, la seule solution est de proposer à notre peuple une démarche nouvelle, rigoureuse, lui permettant de prendre lui-même en main, comme il l'a fait pour le référendum, la question de l'alternative politique. Il faut créer les conditions pour qu'il puisse se poser lui-même, avec toutes les forces de gauche et de progrès, les questions politiques qui en conditionnent le succès: quelle conception de la société que nous voulons construire? quel programme politique pour y parvenir? quel rassemblement politique pour le porter victorieusement contre la droite? quelle construction politique pour affronter la droite en 2007-2008?
Cela implique que nous puissions sur chacune de ces questions nourrir le débat de nos propres idées et propositions. Nous avons commencé de le faire sur les questions de contenu avec nos 27 objectifs. Il me semble que les choses commencent à s'éclaircir en ce qui concerne notre conception du rassemblement. Je crois en revanche que nous devons travailler davantage sur la nature de notre démarche, et sur notre conception de la construction politique.

III. LA NATURE DE NOTRE DÉMARCHE ET NOTRE CONCEPTION DE LA CONSTRUCTION POLITIQUE

J'insisterai simplement sur trois idées.

A. Un processus populaire

La première est qu'il s'agit d'un processus populaire. Notre objectif essentiel est une politisation et une mobilisation massive de notre peuple. Tout dépend et dépendra de ça: pour résister à la droite, pour la battre, et pour exiger de la gauche, le moment venu, de mettre en œuvre ses engagements. Tout ce que nous faisons doit donc concourir à cet objectif.
Notre démarche ne saurait donc être conçue en deux temps: d'abord une discussion entre « forces », quelles qu'elles soient, puis une phase de « popularisation ». Tout doit se passer devant et avec notre peuple, d'un bout à l'autre.
Et elle ne peut pas plus concerner d'abord une partie de la gauche - la gauche de la gauche, comme on dit parfois - puis l'autre. Le seul objectif qui intéresse notre peuple, qui est susceptible de le mobiliser, est que ça change. Et pour que ça change, il faut que toute la gauche soit concernée.
Naturellement, ça ne veut pas dire que tout le monde à gauche va décider immédiatement de s'inscrire dans cette démarche. Mais, comme nous en avons commencé d'en faire concrètement l'expérience dans la campagne référendaire, c'est la dynamique populaire elle-même qui devient finalement incontournable et fait bouger les lignes. Encore faut-il affirmer en permanence cette condition de la victoire, et donc appeler sans cesse toute la gauche à participer à ce processus.

B. Un processus de rassemblement dans les idées, les luttes et les élections

La seconde idée est que notre stratégie d'« Union populaire » n'a rien à voir avec la réédition de l' « Union de la gauche » ou de la « gauche plurielle ». Nous ne recommencerons pas ce qui a échoué. Ce n'est pas non plus une démarche à visée exclusivement électorale. Ce à quoi nous voulons contribuer, comme nous l'avons décidé lors du 32e Congrès, c'est à une dynamique sociale et politique qui implique un rassemblement dans les idées, les luttes et les élections.
1. Rassemblement dans les idées
Je reviendrai dans un instant sur les initiatives de forums et de débats qui ont directement pour but de rassembler le plus largement possible sur une conception de la société et un programme politique.
Mais je voudrais insister ici sur la nécessité, comme nous l'avons décidé au congrès, d'accorder beaucoup d'importance à notre bataille sur le communisme lui-même, sur notre projet communiste. Nous devons faire avancer l'idée qu'il est possible de travailler à libérer la société du capitalisme comme de toutes les formes d'exploitation et de domination, qu'une perspective d'émancipation humaine est à nouveau pensable.
Face aux dangers qui menacent nos sociétés, l'humanité et la planète elle-même, chacun ressent au fond de soi que l'enjeu est à ce niveau-là. Donner corps à une telle perspective, en dessiner les contours, en préciser les moyens dans les conditions d'aujourd'hui, en tirant toutes les leçons du passé, est donc un objectif décisif. Plus une telle perspective paraîtra crédible, plus un projet de transformation sociale qui s'y inscrira aura du souffle et suscitera un enthousiasme mobilisateur.
Ce doit être l'objet d'efforts constants pour lier dans notre activité politique les urgences concrètes et les grands enjeux de civilisation. Et cela doit nous amener à ne pas du tout considérer comme secondaire la décision que nous avons prise de lancer avec d'autres un processus de travail international sur l'émancipation humaine et le communis-

me du XXIe siècle. Un colloque international se tiendra au printemps prochain pour engager ce travail de fond. Il sera lancé, d'ici la fin de l'année, par une initiative importante qui doit être l'occasion d'un très forte contribution de notre Parti lui-même.

2. Rassemblement dans les luttes

Nous le savons bien, il n'y a pas de changement possible sans mobilisation sociale. Et il n'y a pas de mobilisation qui ne se traduise concrètement dans des luttes.

Cela implique naturellement que nous ayons constamment l'objectif de réagir aux mauvais coups, de soutenir, populariser, voire susciter des luttes lorsque c'est nécessaire, sans nous substituer aux organisations syndicales ou associatives. Il nous faut par exemple faire tout ce qui dépend de nous pour assurer le plus grand succès possible de la grande journée de mobilisation syndicale du 4 octobre.



« Pas de changement sans mobilisation sociale »

Mais nous devons aussi prendre sur le plan politique, sur toutes les questions et sous toutes les formes appropriées, les initiatives de luttes qu'appellent les mauvais coups de la droite et du patronat. Le meeting national de riposte que nous avons décidé de tenir le 22 octobre sera de ce point de vue un moment très important. Nous devons tout faire pour qu'il soit le point de rencontre du plus grand nombre de luttes possibles; que des salariés, des femmes et des hommes, des militant-e-s syndicalistes ou associatifs venus de toute la France puissent y exprimer leur colère, y témoigner de leurs expériences et de leurs luttes; pour que cette rencontre permette de dénoncer les logiques libérales et de rassembler pour leur opposer une autre conception de la société, d'autres choix politiques, d'autres propositions.

Il nous faut dans le même sens continuer de faire signer la pétition pour exiger du Président de la République qu'il respecte le suffrage universel et qu'il retire la signature de la France du projet de traité constitutionnel que le peuple français a rejeté. Nous en sommes à 200000, et nous devons conserver et atteindre l'objectif d'un million que nous nous sommes fixé. Notre peuple a remporté une très grande victoire. Rien ne serait pire que de donner l'impression que les forces politiques qui ont mené cette bataille s'accommoderaient aujourd'hui de ce que cette victoire lui soit volée.

3. Rassemblement dans les élections

Je ne fais que mentionner ici cette question sur laquelle je reviendrai lorsque j'aborderai celle de la construction politique et des élections de 2007-2008.

C. Notre rôle dans cet effort de rassemblement

J'en viens à la question de notre rôle dans cet effort de rassemblement.

Nous pourrions faire à ce sujet deux erreurs aux conséquences aussi désastreuses l'une que l'autre.

La première serait de nous croire ou de nous prétendre au centre du rassemblement à construire. Ce serait d'ailleurs en contradiction avec toute notre stratégie qui vise non pas à guider ou diriger la transformation sociale, mais à contribuer à ce que notre peuple lui-même prenne en main toutes les questions politiques.

Mais la seconde erreur serait, à l'inverse, de sous-estimer ce que nous sommes et ce que nous pouvons apporter pour construire ce rassemblement populaire. Personne, je crois, ne peut nier que nous avons été utiles, et même indispensables à la victoire du 29 mai. Le fait que nous soyons un parti politique, structuré, organisé; la force du collectif militant que nous constituons; le nombre et le rayonnement de nos élu-e-s: tout cela a joué un rôle.

Et il y a nos choix politiques: notre volonté de porter un véritable projet de civilisation; notre détermination à être tout à la fois une force de refus et de construction; une force de lutte aux côtés des salariés, de notre peuple, et un parti qui prend ses responsabilités dans les institutions; notre choix constant du rassemblement, qui nous a conduit à agir sans cesse pour que toutes les forces du « non » de gauche conjuguent leurs efforts; et l'atout qu'a été pour cela le fait que nous sommes la seule grande force politique désireuse et capable de dialoguer et d'agir avec toutes les forces de gauche et de progrès.

La Fête de l'Huma a donné de ce point de vue une très forte image de ce que nous représentons. Pendant trois jours, elle a été un véritable carrefour, fraternel, passionné, festif, de toutes celles et ceux qui attendent quelque chose de la gauche. Elle a manifesté qu'un regard nouveau est porté désormais sur nous. Mais aussi une très forte attente, qui nous donne de grandes responsabilités.

Je crois que cela confirme que l'affirmation de ce que nous sommes n'est pas un obstacle mais un atout du rassemblement. Nous devons porter franchement notre projet communiste, tout en engageant en permanence un débat ouvert pour construire des propositions communes. Nous devons prendre les initiatives qui nous paraissent efficaces, les mettre à disposition du mouvement d'ensemble, et proposer à toutes celles et tous ceux qui en partagent les objectifs, sans aucune exclusive, de les co-organiser à égalité de droits avec nous. Et, naturellement, participer aux initiatives que d'autres peuvent prendre dans le même sens, ou construire des initiatives communes chaque fois que c'est possible.

Au fond, au lieu de construire le rassemblement à partir de ce sur quoi tout le monde serait d'accord a priori - donc le plus petit commun dénominateur - cela revient à permettre à chacun d'être soi-même, tout en faisant en permanence tout ce qui est possible pour rassembler, construire et agir ensemble.

Il me semble que, sur cette base, nous pourrions décider de nous adresser à toutes les forces politiques, sociales, citoyennes, à toutes les personnalités qui ont contribué à la victoire du « non », mais aussi à celles et ceux qui souhaitent que la gauche se rassemble pour résister à la droite, la battre et ouvrir une alternative politique au libéralisme, afin de leur proposer de lancer un appel commun à la construction d'une véritable alternative de gauche.

D. L'organisation pratique de notre campagne de forums et la préparation du 26 novembre

Tout ce que je viens de dire dessine le cadre, le sens et les objectifs de notre campagne de forums. Je me limiterai donc ici à quelques remarques concrètes.

1. Agir vite

D'abord, il faut agir très vite. Rien ne bougera à gauche si nous n'arrivons pas à engager cette démarche de rassemblement dans laquelle notre peuple pourra se faire entendre et faire bouger les lignes. Et réussir le 26 novembre est déterminant pour lui donner corps et visibilité, et enclencher une dynamique nationale. Mais cela suppose que des dizaines de milliers de femmes et d'hommes se soient eux-mêmes engagés dans cette démarche. Je propose que nous nous fixions l'objectif de 1000 forums d'ici le 26 novembre, et que nous décidions de produire à tous les niveaux l'effort de direction très important qui est pour cela indispensable.

Il nous faut donc prendre immédiatement contact, dans l'esprit que j'évoquai tout à l'heure, avec toutes celles et tous ceux qui peuvent s'inscrire dans cette démarche, qu'il s'agisse de leur proposer de co-organiser avec nous un forum, de participer à une initiative prise par un collectif, ou de prendre ensemble une initiative commune. Peu importe la forme dès lors que nous permettons, partout, que s'engage à égalité de droits entre toutes celles et tous ceux qui le souhaitent l'échange politique qui permettra d'avancer et de construire.

2. La conception des forums

Pour que s'engage une dynamique véritablement populaire, il faut que ces forums soient des lieux de proximité, dans les villes, les quartiers, les entreprises. Il faut qu'ils soient le plus décentralisés possibles et permettent au plus grand nombre possible de femmes et d'hommes de débattre et d'agir ensemble.

En même temps, pour qu'ils ouvrent un véritable espoir, il faut que ces forums permettent effectivement la construction d'un programme politique. Il faut donc prévoir un cadre souple de thèmes - comme ceux que j'évoquais tout à l'heure - permettant de structurer le débat et de le faire converger au niveau départemental et national. Ces thèmes pourraient être ceux des ateliers qui, le 26 novembre, permettront de faire un point d'étape sur les contenus.

E. Quelle construction politique ?

Je terminerai ce rapport en évoquant la question de la construction politique.

1. L'objectif

L'objectif que nous nous fixons est que toute la gauche débatte ensemble avec notre peuple. Mais il serait évidemment complètement absurde de penser qu'elle pourrait se mettre d'accord sur tout, et que nous irions dans les mois qui viennent vers un congrès de Tours à l'envers. Au delà de ses divisions actuelles, elle est historiquement partagée en au moins deux courants principaux. C'est une donnée durable, pour toutes sortes de raisons dans lesquelles je ne vais évidemment pas entrer ici.

Il ne sortira donc pas de ce débat un projet unique, qui pourrait être porté en commun face à la droite en 2007. Nous ne visons pas à construire un nouveau « programme commun », encore moins des candidatures uniques de la gauche en 2007.

En revanche, nous pouvons et devons nous donner l'objectif que la gauche puisse se rassembler dans une majorité politique susceptible de gouverner ensemble. Cela suppose que la dynamique populaire soit assez puissante pour faire bouger la donne et conduire les forces de gauche à prendre ensemble des engagement précis de contenu et de calendrier sur les transformations à opérer. C'est l'objectif de construire une Union populaire pour changer la vie.

Je ne reviens pas sur ce que j'ai dit tout à l'heure quant aux conditions de cette dynamique: contenu, processus populaire, lien entre débat et luttes, etc. Mais je voudrais insister sur une des questions importantes.

Depuis le 21 avril 2002, et notamment à l'occasion du référendum, nous avons débattu, milité et lutté avec des centaines de milliers de femmes et d'hommes, de militantes et de militants de sensibilités et d'engagements divers avec lesquels nous partageons la conviction qu'il faut engager une profonde transformation de notre société. Nous avons pu constater combien ce début de rapprochement, de convergence de forces diverses autour d'objectifs politiques communs produisaient espoir et mobilisation, conduisant des milliers de femmes et d'hommes à décider de continuer ensemble. C'est le cas par exemple dans les « collectifs pour le non », dont nous sommes partie prenante.

Il nous faut aller beaucoup plus loin. Ces femmes, ces hommes, ces forces représentent potentiellement une force considérable que leur dispersion stérilise. Plus ils convergeront pour porter ensemble un projet de profonde transformation sociale, plus ils pourront, comme nous le disions au 32e Congrès, « peser politiquement du poids qui est le leur dans la société ».

Cette convergence dans la gauche est donc l'un des objectifs que nous devons nous donner. Plus ce rassemblement sera large, nombreux, divers, représentatif de courants d'idées et de forces qui comptent dans la société, plus il apparaîtra ainsi capable de devenir lui-même, dans sa diversité, une force qui pèse dans le débat politique, plus il contribuera à faire grandir l'espoir que ça change, la mobilisation populaire et finalement celle de la gauche tout entière. C'est une condition décisive de la dynamique.

2. La question des élections de 2007-2008

C'est malheureusement la question par laquelle beaucoup commencent, ou à laquelle ils se limitent, alors qu'elle ne peut que découler du rassemblement qui se sera effectivement opéré sur des contenus précis.

Il n'est pas possible, pour cette raison, d'anticiper sur ce que nous déciderons. C'est d'ailleurs en fonction du rassemblement réalisé sur ces contenus, en fonction de la dynamique politique qui en résultera, que les communistes, pour ce qui les concerne, se prononceront souverainement sur cette question essentielle lors de leur congrès, en mars prochain.

Il est en revanche nécessaire de réfléchir dès maintenant à la façon dont nous envisageons cette question, et je voudrais avancer sur ce plan quelques idées.

D'abord, il ne s'agit pas seulement de gagner une élection, mais de permettre un vrai changement. Le rassemblement auquel nous travaillons, y compris sur le plan électoral, doit être durable et s'élargir sans cesse. Il ne se limite en tout cas pas aux échéances de 2007-2008, encore moins aux seules échéances de 2007.

L'objectif est que, à toutes les élections, notre peuple puisse s'exprimer massivement en faveur d'un projet politique de transformation sociale, et que cela conduise à ce qu'un grand nombre d'élus porte ce projet dans les institutions. Il est donc essentiel que ce projet soit porté ensemble devant le suffrage universel par le plus grand nombre possible de forces politiques, sociales, citoyennes.

Il faut être très clair sur cette question. Si les femmes et les



hommes qui pourraient porter ensemble le projet d'une profonde transformation de la société se dispersent, si nous n'arrivons pas à créer les conditions de leur rassemblement jusque dans les urnes, nous irions à une véritable catastrophe politique, que notre peuple, avec raison, ne pardonnerait pas à ceux qui en porteraient la responsabilité.
Enfin, pour que les candidatures portent cette dynamique politique, il faut qu'elles soient représentatives du rassemblement dans sa diversité sociale et politique. Nous l'avions dit au congrès, en parlant, dans la perspective de 2004, de listes de large rassemblement. Il est évident que les élections uninominales posent de ce point de vue un problème difficile qu'il nous faudra résoudre au congrès.
Je voudrais dire à ce sujet que la seule chose qui intéresse les communistes est que notre peuple gagne. L'efficacité des candidatures pour permettre le plus large rassemblement possible dans les urnes sur un projet de transformation sociale est notre seul critère. Nous n'avons aucun autre « préalable » que celui-là.
C'est dans cet esprit que nous avons dit à plusieurs reprises notre conviction qu'une candidature communiste à l'élection présidentielle serait un atout. Le rôle utile que nous avons joué dans la victoire du « non » me paraît de nature à renforcer encore cette conviction.
Cette question, comme toutes les autres, doit être mise en débat avec notre peuple comme avec celles et ceux qui entendent participer à ce rassemblement. Car il serait absurde de dire que le contenu d'un programme devrait être débattu avec notre peuple, mais que les candidatures se décideraient quant à elles au sommet. Notre stratégie, je le répète encore, est de mettre toutes les questions politiques entre les mains du mouvement populaire.
Et dans ce débat, nous devrons également réfléchir ensemble à la façon dont cette candidature communiste peut permettre de déjouer les pièges inhérents à l'élection présidentielle: le présidentialisme, la personnalisation du pouvoir, la bipolarisation. Sans compter les effets pervers du calendrier électoral.
Il faudra donc construire et même concevoir cette candidature dans le rassemblement lui-même. Cela implique - c'est évidemment une condition nécessaire - un travail commun sur le projet qu'elle portera dans l'élection. Elle devra également exprimer de façon très forte le rejet du présidentialisme et de la personnalisation à outrance, et y opposer une autre conception du pouvoir, collective, populaire. Porter cette candidature de façon collective sera une façon de le faire.
Enfin, je crois qu'on ne peut pas envisager l'élection présidentielle indépendamment des législatives. C'est nécessairement un tout, même si elles interviennent après, puisque l'enjeu décisif est la constitution d'une majorité parlementaire et d'un gouvernement décidé à mettre en œuvre une véritable politique de changement.
Là aussi, le seul critère de choix des candidat-e-s doit être leur capacité à porter la dynamique politique, le programme élaboré ensemble, et donc à faire le meilleur résultat possible, en voix comme en nombre d'élus. Le seul objectif qui guide les communistes, je le répète, est que notre peuple gagne!
Les communistes, conformément aux statuts de notre Parti, auront à se prononcer souverainement sur ces candidatures. Mais comment imaginer, là aussi, qu'ils ne choisissent pas qu'elles soient construites avec toutes les femmes, tous les hommes, toutes les forces qui auront choisi de se rassembler pour porter ensemble leur projet devant le suffrage universel? et que leur diversité sociale et politique ne soit pas à l'image de ce rassemblement?
Sur toutes ces questions, je l'ai dit, les communistes auront à se prononcer au congrès. Mais il n'est évidemment pas trop tôt pour y réfléchir, et surtout pour les mettre en débat au sein du mouvement populaire.

Voilà, cher-e-s camarades, les réflexions que je voulais vous soumettre pour engager notre discussion. J'y ajouterai, pour conclure, deux idées que je crois très importantes.
La première concerne notre Parti. Nous ne prétendons nullement avoir l'exclusivité de la politique. C'est même tout le contraire puisque nous pensons que le seul moyen d'avancer est de permettre au plus grand nombre possible de femmes et d'hommes de s'emparer de toutes les questions politiques.
Mais ceci, précisément, demande un travail politique organisé. C'est aujourd'hui une des raisons d'être essentielles de notre Parti. Encore faut-il qu'il en ait les forces. Le rôle nouveau que nous sommes aujourd'hui en mesure de jouer, le nouveau regard qui est porté sur nous nous fait obligation de poser la question du renforcement de notre organisation à un très haut niveau d'ambition.
J'ajoute que l'une des dimensions majeures du succès de la Fête de l'Huma a été l'attente qui s'est exprimée à notre égard, notamment des jeunes qui y étaient présents cette année en très grand nombre. Nous commettrions une faute politique en ne répondant pas à cette attente qui, pour beaucoup d'entre eux, est de trouver les chemins d'une action politique organisée. Nous nous sommes fixé l'objectif de 10000 adhésions cette année. Nous pouvons et nous devons l'atteindre.
Et ma dernière idée porte plus généralement sur la période dans laquelle nous entrons.
Le 29 mai n'est pas un phénomène isolé. Il y a eu le « non » massif des Pays-Bas. Il y a, en Allemagne, le choc provoqué par le score historiquement bas des deux formations (CDU/CSU et SPD) qui ont gouverné ce grand pays depuis la guerre; et l'émergence, avec le score du nouveau « Parti de gauche », d'une contestation populaire du libéralisme qui commence à prendre force politique. Il y a tout ce qui se passe en Amérique latine, notamment au Venezuela. Et, sur un plan différent mais aussi significatif, il y a l'aiguisement des contradictions et la tendance croissante à l'isolement des Etats-Unis qui caractérisent le Sommet du 60e anniversaire de l'ONU.
Tout cela et bien d'autres faits encore me conduisent à penser que nous sommes en train de sortir d'une période de plusieurs décennies marquée par les conséquences de l'effondrement du système soviétique et l'emballement de la mondialisation capitaliste. Un peu partout, dans des conditions évidemment très différentes, des forces émergent pour dire « non » et chercher d'autres chemins.
Je ne veux pas forcer le trait. Les facteurs d'inquiétude le disputent aux possibilités de progrès. Mais je crois que nous ne sommes plus dans cette phase où les peuples ont subi une évolution qui leur paraissait inévitable. Chacun à leur façon, il me semble qu'ils se mettent à refuser l'inacceptable, et à chercher les moyens de mettre les fabuleuses possibilités de notre époque au service du progrès humain.
Nous entrons, je le crois, dans une nouvelle phase idéologique et politique. C'est une des dimensions de l'espoir dans lequel nous devons inscrire notre action. ■

LA DISCUSSION

Patrice Bessac - Paris
Le libéral populisme, gouvernement de la peur, de la division et de la matraque, se banalise. Des rafles au faciès sont organisées, des quartiers sont bouclés et de 17 à 77 ans, si vous êtes Arabes, Noirs ou Asiatiques, vous êtes systématiquement contrôlés. Si l'on ajoute les expulsions sauvages, les violences contre les lycéens et les discours musclés, peu à peu on habitue le pays à être gouverné dans la violence. C'est une dérive. Ne pas s'habituer, unir dans le refus. Sur les forums, s'engager pour une dynamique de haut niveau. Pas de petits forums, organisés à la vavite. Tenir une grande ambition de rassemblement et de contenu politique. Aujourd'hui manque le discours sur le pays que nous voulons, le projet de société.



Dominique Grador - Corrèze
Pour faire d'une réelle perspective à gauche une affaire populaire, je partage la novation proposée de disputer l'idée du réalisme à ceux qui s'en servent pour justifier l'état indépassable des choses. Nous devons sortir de l'entre-soi des partisans du NON pour prolonger la dynamique créée au service d'une prise en main du peuple des questions de l'alternative politique. Elle nous oblige à n'évacuer aucune contradiction - y compris celle liée à la logique délégataire électorale - concernant le débat autour de la candidature à la présidentielle, des candidatures pour toutes les échéances; l'apport communiste décisif demeurant, sur cette question aussi, celui du rassemblement majoritaire à construire.

Gilles Garnier - Seine-St-Denis
La droite, le patronat veulent remodeler totalement la société. Face à cela, nous ne devons pas seulement défendre « l'actuel modèle social », mais construire un nouveau socle social. Face à toutes les questions évoquées dans le rapport de Patrice, c'est le Parti communiste et toute la gauche qui sont interpellés. Deux questions essentielles: l'argent et son utilisation et les pouvoirs dans la cité comme dans l'entreprise. Nous avons une spécificité comme parti du refus mais aussi de construction. Nous avons su bouger les lignes avec la campagne du référendum, gardons la même méthode pour faire bouger les lignes jusqu'en 2007, grâce à une réflexion sur le contenu des réformes à mener pour changer la vie.

Yann Le Pollotec - Seine-St-Denis
Il faut partir de l'individu électeur et des contradictions que recèle son bulletin de vote du 29 mai. Les motivations du vote non ou oui, de chaque électeur sont loin d'être chimiquement pures, même si le refus du libéralisme reste la dominante pour le choix du NON. C'est pourquoi la question principale est de savoir comment le citoyen -électeur du 29 mai - ira résoudre ses contradictions en 2007. Or, le résultat de cette résolution aura pour facteur déterminant l'offre et la nature de l'offre politique d'alternative de rupture avec le capitalisme.

Daniel Cirera - Seine-Saint-Denis
En Allemagne, l'échec de la droite, la sanction sévère infligée à Schröder et l'installation d'une force représentative à gauche sur l'ensemble du territoire, manifeste d'abord le rejet de la mise en cause d'un certain modèle social. Ce résultat traduit la profondeur d'une crise politique qui n'est pas sans parenté avec la crise que traverse la France: incapacité de la droite - et des nombreux dirigeants - à rassembler sur un projet ultralibéral; crise du compromis social-démocrate. Au-delà des résultats et de la situation immédiate, la question posée à une nouvelle échelle est celle d'avancer sur les réponses novatrices, réalistes et audacieuses à apporter à gauche.

Liliane Cassan - Ariège
Les débats de la Fête de l'Huma ont mis en avant l'espoir de construire avec d'autres un projet anticapitaliste et d'obtenir une possible victoire en 2007. La situation est nouvelle, encourageante. Citoyens, syndicats, forces du NON, nous continuons le travail militant de proximité. Attention, lorsqu'on parlera de la candidature en 2007 et aux législatives (communiste ou non) à ne pas retomber dans les clivages des régionales, avec les excès qui nous ont fait mal. Aux secrétaires départementaux de veiller à la fraternité des débats. Intégrons les nouveaux adhérents, ils ont adhéré, jeunes, syndicalistes parce qu'ils ont apprécié notre action et que le Parti porte l'espoir de changement.

Jacky Nicolas - Meuse
Les urgences dans lesquelles la droite, le patronat et les orga-

nismes financiers placent les salariés poussent fortement à une maîtrise et à une sécurisation de tous les processus. Nous affirmons comme principe fondateur durable l'intervention citoyenne. Je pense que nous n'avons pas encore suffisamment examiné toutes les capacités transformatrices de cette intervention. La création d'un droit fondamental nouveau, un droit d'intervention économique citoyen relevant du principe d'universalité et décliné sur le plan constitutionnel, juridique et institutionnel, économique, social et environnemental permettrait la construction de nouvelles socialisations, de nouvelles réappropriations collectives.

Jean-Paul Salon - Dordogne
Il existe une majorité à gauche sur l'antilibéralisme à partir de laquelle peuvent se construire les contenus de l'alternative. Cette majorité permet une conception du rassemblement qui refuse tout ralliement ou toute hégémonie d'un parti sur le mouvement. La prétention hégémonique du PS plombe le rassemblement car elle s'oppose à cette volonté majoritaire. Nous devons être les porteurs de cette volonté. Elle est étroitement liée aux contenus du changement et à la possibilité que la gauche réussisse. L'élection présidentielle n'est pas un jeu de position où chacun se rassemble autour de la sienne. C'est un mouvement, celui de la construction de l'union populaire qui à vocation à rassembler tous ceux qui veulent que ça change.

Jean-Louis Frostin - Val-d'Oise
D'accord avec une construction rassembleuse d'une candidature communiste pour 2007, et sur le besoin de travailler les contenus pour une alternative. Et parce que les électeurs, face aux raisons de voter PS, ou Verts, ou extrême-gauche, à partir d'une de ces questions prise isolément, ont besoin d'une raison singulière de voter communiste, il nous faut à la fois être les plus exigeants sur rassemblement, contenus, alternative et donner corps à ce que nous mettons dans l'ambition communiste aujourd'hui, au regard des grandes questions de civilisation et de société qui sont à l'ordre du jour.

Frédéric Dutoit - B.-du-Rhône
Le 29 mai a réglé une bonne partie du débat entre nous. Nous avons découvert que d'autres que nous s'engagent dans la lutte contre le libéralisme. On a démontré une nouvelle utilité du Parti. La volonté du PS de définir les objectifs de la gauche par rapport à son projet et son calendrier pose un problème à tous ceux qui veulent transformer la société. Les candidats de la gauche doivent être à l'image de ce rassemblement du NON de gauche. Sur un contenu antilibéral et rassembleur de toutes celles et ceux qui veulent le changement. En ce sens, la candidature communiste n'est pas une question en soi.

Olivier Dartigolles - Pyr.-Atl.
Vouloir gagner avec des contenus réellement transformateurs pour un changement durable, est-ce réaliste et crédible? La sagesse n'est-elle pas de passer la présidentielle au mieux et d'enclencher les choses ensuite? Je crois au contraire qu'un haut niveau d'ambition conditionne l'émergence d'une dynamique victorieuse, comme pour le référendum. Aurait-on gagné si nous avions dit: « mettons le NON le plus haut possible », et pas: « on joue la gagne »? En rabattre sur nos objectifs, c'est aller à l'échec. Aussi faut-il travailler, avec la campagne des forums, à installer le fait qu'il existe, à gauche, une nouvelle conception, une ambition élevée dès les prochaines échéances et pour après.

Yves Dimicoli - Paris
Consensus droite/PS: pas toucher aux entreprises et à la BCE; pas toucher au pouvoir des patrons sur l'emploi; chômage éternel. Mais bi-polarisation mise en cause: NON en France et en Hollande; vote allemand. Besoin d'audace novatrice pour passer du refus à alternative. « Union populaire » date de 1971. Aujourd'hui union agissante pour rassembler toutes les catégories de salariés en respectant identité couches moyennes salariées. Et donc débat mais avec actions, sinon « vote utile ». Organiser réseau d'aide à l'intervention communiste sur chantiers « sécurité emploi formation »; Crédit-Fonds régionaux-BCE. Candidature communiste nécessaire, atout pour rassembler par le contenu et par l'appel aux salariés à se saisir du contenu.

François Jacquart - Ardèche
Après le 29 mai, le plus grand danger serait que le peuple soit spectateur de ce qui se passe à gauche. Il est urgent de lancer les forums, pas « nos forums » car je les conçois ouverts. Le rassemblement pour changer et ne pas reconduire ce qui a échoué doit être notre fil conducteur. La direction du PS, face à une droite qui cogne, appelle de ses vœux un nouveau vote utile. Il ne faut donc, face à cela, rien faire qui freinerait le rassemblement. Ainsi, la candidature communiste doit être posée pour la présidentielle, mais pas comme une obligation de la finalité du rassemblement. La présidentielle ne peut pas être dissociée des législatives et du rassemblement durable au-delà de 2007. Le 4 octobre va peser dans le débat.

Un débat s'engage alors sur les questions du rassemblement et de son contenu

Nicolas Marchand - Val-de-Marne
Pas d'accord pour dire « l'essentiel c'est le rassemblement »; c'est très insuffisant. Bien sûr, il faut rassembler; il y a un enjeu à avoir le drapeau de l'union; mais c'est inséparable de l'enjeu essentiel de contenu de l'union. Sinon on nourrira (à nouveau) des illusions unitaires qui se retourneraient contre nous. A la Fête de l'Huma, Fabius a été chahuté au début et très applaudi après son intervention. « Tous ensemble », c'est très bien pour des luttes transformatrices, mais ça peut aussi renvoyer à une « union sacrée ».

Marie-George Buffet
Notre démarche est extrêmement claire. Nous ne voulons pas l'union pour l'union. Nous voulons, en partant des contenus antilibéraux, construire une union populaire, une majorité politique. C'est ce que nous avons fait lors des dernières échéances. Sans partir des contenus ni mener débat politique, nous n'aurions sans doute pas pu dégager une majorité pour le NON. Si des électeurs de gauche ont dépassé les consignes sur le oui données par des forces de gauche, c'est parce qu'ils étaient en maîtrise des enjeux. Donc je crois qu'il ne faut rien laisser de côté. Il faut les luttes, il faut l'action, il faut le débat politique, il faut les forums…

Pierre Laurent - Paris
Sur le moindre mal, nous ne sommes plus dans une phase de déclin communiste, mais au contraire dans une phase nouvelle. Notre idée « quand on est à gauche, on est antilibéral » a rassemblé. C'est un atout nouveau. Il nous faut jouer à fond et le contenu et le rassemblement, jouer à fond une ambition.

Le débat général reprend

Pierre Zarka - Seine-Saint-Denis
La distance délégataire vis-à-vis des pouvoirs nourrit « votes utiles » et « votes coup de gueule » au détriment de la transformation sociale. La situation d'urgence qu'un grand nombre connaît rend inaudible tout ce qui isole 2007 de la nécessité immédiate d'arracher des acquis. Pour donner envie de co-élaborer, la construction doit à la fois concerner ce que doit être une politique de gauche et ce qui peut être imposé sans attendre. Il s'agit d'élaborer un programme qui soit à la fois de lutte et de gouvernement. Viser un tel mouvement doit nous conduire aux échéances électorales sans qu'aucune précipitation ne pollue le processus et ne donne le sentiment que nous voudrions tirer la couverture à nous.

Hélène Masure - Oise
Dans la circonscription marquée à droite, les communistes avaient fait le choix de prolonger le NON de gauche en créant les conditions du rassemblement. La LCR et une association issue du MDC ont soutenu le candidat communiste. Une campagne/action, courte et dynamique, a lié les problèmes quotidiens avec les propositions communistes et le vote. Dans un scrutin dépourvu d'enjeu, l'abstention a d'abord touché l'UMP et le FN. Dans un progrès général de la gauche sur 2002, le candidat communiste est le seul à gagner en voix et à retrouver le score de 1997 (7,7 %). Il n'y a pas de recoupement entre les votes au référendum et ceux de la législative: sentiment d'impuissance, colère et fortes attentes vis-à-vis du PCF se côtoient.

Patrice Voir - Isère
L'annonce par Hewlett-Packard de la suppression de 10 % de ses effectifs mondiaux, 1 240 en France dont la moitié à Grenoble, est un véritable désastre social. La combativité des salariés d'HP est à la hauteur de leur colère. Le 16 septembre, l'événement politique était la rencontre de M-G. Buffet avec les salariés et l'intersyndical. Nous avons pu débattre de toutes nos propositions: moratoire, remboursement des fonds publics, enquête parlementaire, droits et pouvoirs nouveaux, sécurité emploi formation. Reste que je trouve qu'il manque quelque chose de l'ordre de la « réquisition » sociale de l'entreprise pour répondre aux attentes immédiates. Et je suis tout à fait favorable à la création d'un réseau des salariés confrontés aux plans sociaux et délocalisations.

Christian Martin - Sarthe
Je souhaite que l'on approfondisse la remarque de Pierre Zarka sur lutte et programme gouvernemental. Nous vivons l'urgence, face à l'offensive libérale, sa violence, son caractère dictatorial. Nous vivons un Etat d'exception qui suppose des mesures d'exception de nature antilibérale. Les luttes et le programme doivent porter ces caractéristiques. La préparation du 22 octobre et du 26 novembre doivent être au cœur du débat du CN car ces initiatives sont la première étape nationale de notre démarche.



Louis Mazuy - Nord
Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas trouvé une réponse satisfaisante à la contradiction entre « être avec le mouvement social et les luttes » et « être dans la gestion et les pouvoirs exécutifs ». Notre congrès doit aborder franchement les transformations nécessaires de nos stratégies et politiques, afin que la construction d'une intervention citoyenne permanente permette de bousculer l'institutionnel et l'hégémonie de la bourgeoisie sur l'Etat et les entreprises. Pour cela, on ne peut pas faire l'impasse d'une implication politique du monde du travail d'un nouveau type. D'où l'importance d'une aide de tout le Parti pour réussir la rencontre nationale du 21 octobre destinée au monde du travail.

A partir de la lutte des salariés d'Hewlett-Packard, un débat s'engage alors sur la stratégie des multinationales et les propositions du PCF en matière d'emploi.

Yves Dimicoli - Paris
Initiative importante de Marie-George à Grenoble pour Hewlett-Packard avec appel à mobilisation pour y sécuriser l'emploi-formation: moratoire suspensif; menace de remboursement des aides publiques pour obliger à négocier; contre-proposition du Comité d'entreprise avec mobilisation nationale pour un développement technologique, industriel et de services en France et en Europe; maintien et évolution des emplois-qualifications; reclassements éventuels mais choisis et sans aucune rupture du contrat de travail et avec formation qualifiante si nécessaire. Actions et propositions ouvrant sur un autre projet de société.

Daniel Paul - Seine-Maritime
Je suis d'accord avec la nécessité de développer l'idée de sécurité emploi formation à travers la situation de Hewlett-Packard: elle est fondamentale, comme celle des droits nouveaux des salariés dans les entreprises, jusqu'au niveau le plus élevé. Aujourd'hui ce sont les salariés qui défendent les entreprises contre les actionnaires. Il faut bien sûr demander le remboursement des aides publiques, même si l'on sait qu'au-delà de 5 ans ce remboursement est difficile. Pour autant, poser la question des aides publiques, c'est aussi poser la question des responsabilités.

Elisabeth Gauthier - Essonne
La lutte de Hewlett-Packard et d'autres doivent nous inciter à réfléchir et mettre en débat des propositions pour contrer le pou-

voir des actionnaires, en France, en Europe, à travers le monde. Cette logique « actionnariale » produit des dévastations dans les entreprises et la société. S'y opposer nécessite un ensemble d'actions politiques, un ensemble de mesures et des régulations pour regagner de la démocratie, des pouvoirs politiques sur « le marché », dans le sens d'une démocratie économique dans les entreprises et dans la société.

Frédéric Boccara - Hts-de-Seine
Droits suspensifs ou menaces de remboursement d'aides publiques ont un sens pour ouvrir sur une action en faveur d'alternatives. La question des moyens d'action est décisive. Donc celle du crédit bancaire, du financement et de la BCE. Il s'agit de pouvoir mettre d'autres fonds que ceux des actionnaires, et avec une autre logique. Ce qui ouvre sur la gestion des entreprises et ses critères. Cela implique des transformations profondes. Mais immédiatement, contre le blocage de la BCE, les régions - à gauche - peuvent mettre en œuvre des Fonds régionaux d'intervention pour l'emploi et la formation, liés aux citoyens et salariés, qui actionneraient le crédit à l'investissement en le bonifiant de façon sélective.

Karine Jarry - Marne
Avancer dans la construction de notre intervention sur la responsabilité sociale des entreprises dans les territoires. Les collectivités locales sont sollicitées sous différentes formes par les entreprises. Comme élu-e-s, nous sommes le plus souvent confronté-e-s aux urgences. Parmi d'autres outils que ceux des fonds publics, bien d'autres domaines sont à investir. Cela renvoie à l'exigence de droits nouveaux, dans les entreprises et dans les territoires. Besoin d'approfondir cela, avec une meilleure synergie élu-e-s/Parti, et donner plus de cohérence aux réflexions déjà engagées. Dans le domaine de la démocratie et pour élaborer des propositions alternatives associant toutes les actions concernées.

Maïté Navarro - Vaucluse
La sécurité emploi formation est une question importante pour l'épanouissement des individus. La plupart des aides publiques aux entreprises ne vont pas à celles qui en ont besoin, et quand elles y arrivent elles ne sont pas affectées à ce à quoi elles étaient destinées. La restitution du capital public, quand les engagements ne sont pas respectés, est donc une question de justice. Le reclassement ne suffit pas. Il ne résout pas la question de la désindustrialisation et ses conséquences sur l'emploi, la sécurité, l'environnement. La formation doit intégrer la formation professionnelle, la formation citoyenne, pour favoriser l'intervention des gens sur les questions qui les intéressent et qui les concernent.

François Auguste - Isère
1,2 million d'euros de fonds publics du Conseil général de l'Isère à Hewlett-Packard. Ce n'est rien par rapport aux milliards de profits de Hewlett-Packard, mais c'est énorme au plan politique si on obtenait ce remboursement. Ce serait une brèche dans la gestion capitaliste et en faveur des droits nouveaux. A Hewlett-Packard, c'est 1,2 million d'euros, mais à ST micro-électronic, c'est 540 millions d'euros… Et on demande aux collectivités de financer à nouveau des pôles de compétitivité. Arracher le remboursement de ces 1,2 million serait une première, une victoire politique, un précédent utile à tout le monde.

Richard Sheehan - Yvelines
Avec HP le « patriotisme économique » de Villepin vole en éclats. L'illusion que la France sera un pays de haute technologie et l'Asie l'atelier du monde également. Cela pose la question de l'industrie française et européenne. Les réponses ne se réduisent pas à des « mesurettes » mais exigent un haut niveau contestant le capitalisme et appellent à son dépassement. N'opposons pas immédiat (concret) et perspective (fond). La demande de politique est forte. La question de « qui décide » est posée. Les questions de la finalité du travail, le sens même de l'activité humaine, de société sont posées. Nous devons travailler à dépasser les contradictions qui opposent l'intérêt commun et l'intérêt du capital.

Alain Obadia - Paris
Nous sommes au cœur de la bataille pour le dépassement du capitalisme. D'accord avec Y. Dimicoli et F. Boccara sur la sécurité d'emploi et de formation, sur l'argent et le crédit. Insister aussi sur les droits et pouvoirs nouveaux des salariés. Nous devons aussi faire preuve de novation, en concrétisant notre proposition de réforme de l'entreprise pour y faire participer les territoires, pour créer des fonds d'investissements citoyens pour le développement et l'emploi, pour obtenir, par une action qui commence dès le local et l'entreprise, pour des régulations mondiales de transformation concernant la logique de l'OMC fondée sur le dumping social généralisé et pour imposer la responsabilité sociale des multinationales.

Louis Mazuy - Nord
La sécurité emploi formation est une réponse de choix de société et le contrôle des fonds publics un moyen d'intervention limité face à la mondialisation. L'exemple de HP me confirme que si nous ne mettons pas en débat des questions sur la finalité de l'entreprise, sur la maîtrise sociale des technologies de pointe et des entreprises, la SEF tend à devenir une nouvelle version du reclassement comme réponse immédiate aux licenciements. La confrontation avec la mondialisation et l'impérialisme US (c'est une clé explicative de la restructuration mondiale d'HP) nécessite une novation du projet de dépassement du capitalisme, et faire une évaluation critique de nos propositions actuelles.

Béatrice Galicier - Hts-de-Seine
L'affaire de HP se situe dans l'ensemble des restructurations du secteur afin de répondre aux besoins des actionnaires. C'est ce pouvoir que nous contestons. Cela provoque des contradictions, comme on le voit avec le débat sur haute valeur ajoutée et les autres emplois. Il est intenable de couper les emplois les plus qualifiés (conception, ingénierie, etc.) et les emplois de production, cela finit par détruire la dynamique industrielle. Devant toutes ces contradictions, nous avons des outils, mettons-les dans les mains des communistes et des salariés, pour travailler concrètement à faire de la politique dans les entreprises. Le 21 octobre est un moment important pour le développement de notre activité à l'entreprise.

Jérôme Relinger - Paris
L'exigence de rendement des détenteurs de capitaux sur les marchés financiers est mécaniquement supérieure à la valeur ajoutée économique des entreprises. Cette fuite en avant est incapable de pérenniser le tissu économique territorial. Les réactions immédiates aux délocalisations (reclassements, remboursement des aides publiques…) seront d'autant mieux obtenues que nous mettrons en face une ambition de démocratisation de l'économie pour la libérer du capitalisme financier. Le réalisme économique, c'est une politique économique libérée des marchés et contrôlée par les salariés eux-mêmes.



Nicole Borvo - Paris
La question de l'argent, celle du remboursement de l'argent public, est importante, mais en même temps il faut s'inscrire dans une autre logique économique. Cf. LVMH a effectué (sans aide publique) des millions d'euros de travaux à la Samaritaine, et ferme le magasin ; IBM paye des ingénieurs sans leur donner de travail. Il nous faut donc nous doter de nouveaux instruments juridiques : faire des propositions concrètes sur la participation des collectivités territoriales et des citoyens ; de même sur les droits des salariés par rapport aux actionnaires : par exemple, comme en matière de logement, pourquoi ne pas envisager un « droit de préemption » de la collectivité publique sur l'entreprise ?

Jean-Paul Salon - Dordogne
Limiter notre position sur l'octroi des fonds publics à la question du contrôle qui se fait a posteriori ne suffit pas. Nous devons agir pour que les aides soient attribuées avec l'avis des comités d'entreprise ou de comités dans les bassins d'emplois, pour permettre aux salariés de participer de façon efficace à la gestion des entreprises. Pour les élus, il s'agit de faire des salariés, des CE, des partenaires et donc de leur rendre le pouvoir qui leur est confisqué. Dès maintenant dans les régions, la question de l'avis des CE peut être un critère d'attribution des aides publiques.

Jean-Marc Coppola - B.-du-Rhône
Nestlé, SNCM, HP… Des luttes, un esprit de responsabilité, des propositions alternatives méprisées par les directions d'entreprises et le gouvernement. C'est pourquoi, simultanément au travail sur des propositions économiques crédibles, nous devons mettre en avant le respect de la dignité humaine : droit à l'emploi, au logement, à la santé, droit de vivre. C'est une valeur qui nous caractérise, qui rassemblerait très largement. Une manière utile et efficace de revaloriser la personne, au cœur des choix politiques, économiques, sociétaux. Une bonne manière de réhabiliter la démocratie bafouée, comme le montre le discours de Sarkozy aux préfets, qui cherche une revanche à la réappropriation de la politique lors du référendum.

Pierre Laurent - Paris
Osons le débat public sur ces questions. Si nous pensons que le remboursement des fonds publics par les entreprises qui licencient est un objectif qui mérite débat, alors cette question doit être mise en discussion dans les forums.

Le débat général reprend

Roger Martelli - Val-de-Marne
Pour agir efficacement, nous devons réunir trois conditions. 1) Mettre au cœur de la construction alternative les contenus transformateurs, la démarche de rassemblement et les moments de lutte et d'élection. C'est sur la base de cette construction qu'on dégagera ensemble les solutions électorales les plus efficaces. 2) Nourrir cette construction par nos propositions en ne séparant pas les propositions et le projet qui leur donne sens, en n'esquivant pas la question du communisme. Notre utilité ne se décrète pas ; elle se construit dans un processus partagé. 3) Réfléchir à la question du Parti. Ne pas le faire en séparant statuts et conception du Parti. Je regrette que l'on aille trop vite sur la question des statuts.

Bernard Calabuig - Val-d'Oise
Deux questions que nous devons crédibiliser. 1) Le projet alternatif : autrement dit, une autre politique est-elle possible ? 2) Les forces politiques existent-elles pour le porter ? Il ne suffit pas de penser qu'une autre politique est possible si les forces pour conduire ce changement n'existent pas, ça conduira au vote pour le moindre mal. Le 29 mai a montré que le peuple peut se rassembler majoritairement et remporter une victoire. C'est à ce niveau que nous devons fixer nos ambitions pour 2007-2008 - y compris la présidentielle. Le processus devrait être : rassemblement, co-élaboration de contenu, et ce n'est qu'au terme de ce processus que doit être mis en débat la question de la candidature.

Nadine Bourdin - Val-de-Marne
Débattre davantage de la stratégie mondiale de production capitaliste et des alternatives de développement pour une mondialisation sociale pacifique et durable. Pour donner aux résistances des perspectives autres que la résignation, le repli, la xénophobie, nous devons mettre en débat des propositions alternatives de production et de consommation mondiales. Cette dimension mondiale doit être débattue dans les forums. Poursuivre et nourrir la dynamique populaire qui doit construire des propositions pour une société durablement antilibérale, en permettant que se rassemblent tous ceux qui luttent, qui veulent transformer la société du local au mondial, citoyens, partis, associations, comités de lutte, syndicats…

Michel Dubertrand - Gironde
Je trouve que le rapport apporte, avec les deux termes « atout de la candidature communiste à l'élection présidentielle » et « mise en débat avec notre peuple » un complément aux derniers Conseils nationaux. Nous ne décrétons pas la candidature communiste mais nous donnons notre avis sur l'atout qu'elle représente. Et, comme pour toute notre démarche, nous mettons aussi cela en débat !

Sylvian Chicotte - Seine-Maritime
L'affaire Hewlett-Packard pose la question de la démocratie, des pouvoirs dans l'entreprise. Nous avons des propositions audacieuses et précises pour développer de nouveaux pouvoirs des CE



sur la gestion. Des pouvoirs d'opposition, de proposition, de décision, avec si nécessaire l'arbitrage des salariés. Nos projets précisent que la gestion doit obéir à des critères de sécurité de l'emploi, de la formation, des conditions de vie et de travail, des besoins de la société et de la préservation de l'environnement. Promouvoir et mettre en débat ces propositions. Nous voulons accéder au pouvoir pour donner le pouvoir au peuple. La question du pouvoir des salariés dans les décisions de l'entreprise est essentielle.

Michel Laurent - Seine-St-Denis
La politique de la droite déstructure la société, la vie des gens, enraye l'action des collectivités territoriales en les asphyxiant. Si nous ne construisons pas les conditions d'un changement politique, nous n'arriverons pas à être crédibles, à créer une dynamique populaire. Notre ambition doit être réévaluée à la hauteur de ces enjeux et du résultat du 29 mai. Cette ambition doit concerner les contenus d'un programme de changement, l'ampleur du rassemblement et sa consultation électorale. Le rassemblement autour du programme doit se fixer l'objectif d'être antilibéral. Il doit concerner toute la gauche. Le renforcement du Parti doit être à la hauteur de notre ambition. Soyons attentifs aux milliers de nouveaux adhérents.

Anne Lafaurie - Val-de-Marne
Le débat engagé à partir de HP renforce l'idée que nous avons besoin de conjuguer forums et luttes politiques afin de cheminer sur les contenus pour transformer la société. Les questions qu'on se coltine à l'entreprise, renvoient aux besoins de changer la société, sortir de la logique capitaliste. Il est essentiel d'aider les communistes à le faire. Cela ne va pas de soi. Il ne suffit pas de dire: bien sûr les luttes; pas d'opposition aux forums. La qualité des forums est liée aussi à leur articulation aux luttes. La rencontre du 21 octobre en direction des militants d'entreprises est essentielle pour travailler la perspective et favoriser la reconstruction de l'activité communiste sur les lieux de travail.

Fernanda Marrucchelli - Paris
Le CN doit approfondir la stratégie de la droite car nous sommes au-delà des dérives populistes. Le débat sur les contenus alternatifs ne peut se construire hors de cette analyse. Les migrants sont au cœur des stratégies libérales; le migrant doit avoir peur de l'Etat français, le Français du migrant. La manipulation de la peur est un moyen de mettre en acte leur projet. Pas de séparation entre politique et climat de guerre. Se jouent le rassemblement, la convergence et la construction ensemble d'une alternative. Ne faudrait-il pas que la question des droits, de la régularisation globale des sans-papiers, le droit de vote pour les résidents étrangers fassent partie de l'urgence à poser à la gauche?

Elisabeth Gauthier - Essonne
Les acteurs du NON considèrent comme une nécessité de continuer ensemble, pour construire la riposte, les contenus d'une alternative politique, une activité politique permanente et les candidatures aux élections. Par le débat se précisera l'ambition qui peut devenir celle de nous tous: gagner une hégémonie nouvelle, dépasser le catalogue revendicatif pour bâtir les contenus d'une alternative, créer les conditions d'une dynamique populaire. C'est dans le cadre d'un tel débat que se pose la question du sens d'une candidature communiste. Le cheminement qui a conduit au résultat du Linkspartei et le bouleversement du paysage politique que cela produit nous encouragent à avoir des ambitions telles que le rapport le propose.

Gilles Alfonsi - Seine-Saint-Denis
Nous avons besoin de jalonner la période d'actes de direction clairs; nous serons jugés sur nos actes. Besoin d'une démarche cohérente pour l'ensemble des scrutins. C'est ce qui peut permettre que chaque partenaire, trouve sa place dans la dynamique. Le rapport entre la politique et les institutions est décisive. Il s'agit de substituer à la logique prédominante de délégation du pouvoir une logique plus participative. Mesurons l'intérêt des dynamiques de co-élaboration sur tous les enjeux et aux différents niveaux. Reprendre la réflexion sur les rôles et fonctions des différents acteurs (citoyens, syndicats, associations, partis…). Nous gagnerions à ce que dans les forums les questions de pouvoirs soient débattues.

Nicolas Marchand - Val-de-Marne
Ambition, oui, mais en mesurant le défi de contenu, plus élevé qu'au référendum. Au cœur de l'affrontement sur le réalisme, il y a l'enjeu de s'émanciper des marchés financiers, de leurs exigences de rentabilité, de leurs pouvoirs. Ces exigences de contenu sont une condition du rassemblement, pas un obstacle. L'union doit surtout être agissante. Il faut lier forums et organisation de l'action. Proposition: un comité national d'action pour l'emploi, reliant de larges comités locaux, aiderait à solidariser les luttes sur les différents chantiers « emploi-formation » (mise en réseau des luttes anti-licenciements, mais aussi chômeurs, précaires, élus, experts…), à crédibiliser nos propositions et la candidature communiste en 2007.

Colette Mô - Alpes-Maritimes
Nous devons, dans nos analyses économiques, prendre en compte combien les discriminations et les exclusions servent le capitalisme, système économique d'oppression. Sans analyse des liens entre discrimination et capitalisme, nous sommes en dehors des réalités. Respect et dignité sont bafoués. Il s'agit d'un processus de destruction des résistances. Le rapport de P. Cohen-Seat pose la question « d'une conception moderne dans la liberté de conscience, de croyance et de pratique religieuse »? Je suis étonnée par la forme de cette question au moment où droite et Eglises (toutes) montent au créneau pour remettre en cause la laïcité. Nous devons être très clairs et fermes sur l'importance de la laïcité.



Marie-Pierre Vieu - Htes-Pyrénées
Seul le PCF porte l'exigence d'un rassemblement majoritaire et transformateur. Pour des raisons opposées, le PS comme la gauche dite radicale se satisfont de la division de la gauche. Nous, au contraire, visons à la rassembler plus largement que le 29 mai pour battre la droite et impulser la politique qui rompt avec le libéralisme en s'appuyant sur la force populaire pour y parvenir. C'est pourquoi, si une candidature communiste à la présidentielle ne se décrète pas d'emblée, elle trouve sa maturation dans cette ambition. Il nous faut aussi mieux s'occuper des communistes et du PCF car nous avons besoin de ce parti qui crée ce rassemblement que nous appelons.

Véronique Sandoval - Paris
Nécessité d'organiser les 1000 forums pour ne pas laisser retomber la dynamique du NON. Si on veut faire venir le plus grand nombre possible, il faut dire qu'on débattra non seulement de ce qu'il faut en matière de logement, comment cette politique sera financée, comment faire respecter la loi SRU, quelles luttes immédiates, mais aussi quel rassemblement des forces de changement pour mettre en œuvre la politique choisie. La question des candidatures ne peut être évitée face aux échéances électorales. Que faire pour montrer la détermination de l'union populaire à mettre en œuvre la politique choisie et la diversité des forces de changement qui donne un poids supplémentaire à ce rassemblement.

Joël Carlier - Somme
Le rôle du Parti dans la victoire du NON renforce la conviction qu'une candidature communiste à l'élection présidentielle est un atout permettant le plus large rassemblement. Débattre de cette question peut créer enthousiasme et espoir. Ce n'est plus aux états-majors de décider. La candidature doit se construire et se concevoir dans le rassemblement sans en faire un préalable. Il s'agit d'être en toute circonstance nous-mêmes, en assurant notre place et notre rôle de parti politique en portant nos idées, nos propositions, notre démarche. Le sens, la nature et la portée que prendra le moment venu cette candidature dépendront du mouvement populaire, de ce que chacun aura su construire dans le respect des différences.

Michel Laurent propose alors le calendrier de préparation du congrès. Un débat s'instaure.

Nadine Stoll - Haute-Garonne
Il est préférable de programmer les CN le samedi, on ne peut prendre des congés indéfiniment. Concernant la modification de statuts à venir, l'adoption de l'avant-projet proposé dès novembre risque de présenter des statuts en décalage avec les débats de préparation du Congrès qui, n'en doutons pas, vont être riches et certainement très novateurs.

Marie-Françoise Palloix - Bouches-du-Rhône
J'approuve ce calendrier qui fait la démonstration de notre volonté d'élaborer, de débattre, de construire et de décider avec tous les communistes. Pour cela, et pour une appropriation de cette préparation pas à pas, étape après étape, consultation après consultation, il nous faut informer de ce calendrier (comme notre feuille de route) l'ensemble des communistes pour préparer notre 33e Congrès dans la vie, pour l'avenir et pour des choix de société pris démocratiquement par les adhérents du PCF.

Gilles Ravache - Haute-Savoie
La préparation du congrès peut conduire à deux écueils: une période de débat en vase clos, mais également le risque de la négliger pour considérer plus important les ambitions que nous nous sommes données ce matin pour riposter et construire l'alternative. Nous avons effort à produire pour que les communistes soient tous intéressés à l'ensemble de nos activités: riposte, alternative, congrès. Si les statuts appellent un toilettage au regard de l'expérience, l'enjeu doit être relativisé et le calendrier en découle. En revanche, s'il s'agit d'élaborer une conception nouvelle du Parti et les statuts qui en découlent, c'est au terme d'un débat majeur qu'ils peuvent être élaborés.

Marie-George Buffet
Le congrès doit être l'occasion de prendre le temps du débat pour aller au bout de nos choix. Il doit



nous permettre d'y associer l'ensemble des communistes. Nous avons tous le souci que le congrès ne soit pas vécu comme un événement supplémentaire parmi d'autres. Et dans le même temps, nous savons que nous ne pouvons pas nous permettre de nous enfermer pendant deux mois: une course de vitesse est engagée et les coups de la droite exigent de nous une présence accrue pour résister et pour construire une alternative à gauche. A propos des statuts, nous allons plus vers des mesures d'adaptation que vers une refonte totale. A partir du moment où nous avons fait le choix du pluralisme de droit lors du dernier congrès, nous avons à améliorer la pratique à partir de l'expérience. Pour le reste des orientations, je me demande si nous n'aurions pas intérêt à sortir des textes linéaires où le risque est de tout placer sur le même niveau. Ne pouvons-nous pas imaginer une méthode plus efficace permettant d'aborder de front les questions à traiter. De prime abord, il y en aurait peut-être cinq. D'abord en 4 ou 5 feuillets, dire pourquoi le communisme est d'actualité, une sorte de manifeste. Ensuite, un document programmatique: à partir des forums, de nos réflexions et de nos débats, nous devons pouvoir dire, à partir de 10 à 15 questions majeures, ce qui forme le programme du PCF. Un troisième texte, 4 ou 5 feuillets, nous permettant de définir notre demande internationaliste. Puis un texte sur nos choix stratégiques: nous devons permettre des choix clairs des communistes concernant notre attitude dans la période qui vient. Enfin, un document sur le Parti: nous devons réfléchir à l'organisation dont nous avons besoin, aux axes de batailles qui doivent être les nôtres. Voilà quelques éléments de réflexion à partir de cette question: quel instrument nous permet l'efficacité des choix et la pleine démocratie? Il est nécessaire d'y réfléchir d'ici le 14 octobre prochain où nous devrons trancher.

Sylvian Chicotte - Seine-Maritime
Les dates. Le samedi c'est bien. La présence des membres n'est pas toujours indispensable dans les manifestations qui tomberaient ces jours-là.

Jean-Louis Frostin - Val-d'Oise
Dans l'intervention de Nadine, j'ai cru comprendre le souci d'un débat ouvert jusqu'au congrès sur les statuts et pas la question de la date d'adoption par le Conseil national du projet à débattre. Je pense donc qu'il faut garder la proposition initiale de vote car nous ne pouvons pas traiter correctement un ordre du jour surchargé au CN de novembre.

Martine Perez - Aveyron
Nous allons vers des adaptations de nos statuts et pas vers une refonte complète. Le CN des 17 et 18 novembre doit nous permettre d'adopter un avant-projet de statuts. Nous aborderons ensuite la deuxième phase de préparation du Congrès en laissant le temps pour la discussion, le débat avec les communistes.

Colette Tignères - Pyr.-Orientales
Plus que le calendrier, sur la présentation du projet de statut, ne peut-on changer le terme « d'adoption » par le CN du texte en question? Cette notion d'adoption me paraît fermer le débat nécessaire auquel le Parti aspire. Je préférerai que l'on parle des propositions du CN concernant les statuts en gardant le calendrier de départ pour que les communistes en prennent connaissance le plus tôt possible et l'intègre dans la construction du projet.

François Auguste - Isère
Le processus consiste à donner un texte aux membres du CN le 14 octobre, résultat de plus de 2 ans de travail du groupe sur les statuts. Ce texte sera étudié par les membres du CN qui pourront, s'ils le souhaitent, apporter leurs remarques jusqu'au CN des 18 et 19 novembre, qui adoptera alors ce qui sera un avant-projet soumis au débat des communistes en même temps que les autres textes. Il ne s'agit pas d'une « refonte » mais bien d'une adoption, une modification des statuts qui prend en compte les expériences, les évolutions, pour être plus efficace et mieux en phase avec notre stratégie et notre conception du Parti.

A la suite de ces remarques et propositions, le calendrier ci-dessous est adopté

Marie-George Buffet
Tout d'abord, il y a nécessité à faire partager à tous les camarades le contenu du rapport de Patrice Cohen-Seat et la teneur de nos débats. Faire partager l'idée que la dynamique que nous voulons créer ne se joue pas fin 2006-début 2007, mais bien dans les semaines et les mois qui viennent. Elle va se jouer dans notre capacité à faire redémarrer la dynamique populaire au même niveau que pendant la campagne du référendum. Dans le cas contraire, le pire sera possible: une alternance dure et dangereuse à droite ou une alternance sociale-libérale. A la Fête de l'Humanité, nous avons senti une grande mobilisation populaire issue du 29 mai. Comme direction, nous devons être à la hauteur de tout cela. Nous devons prendre l'offensive tous azimuts. Il y a la manifestation des salariés le 4 octobre. Tout doit être fait pour son succès. Le 22 octobre, nous tiendrons un énorme meeting national où j'imagine que les hommes et les femmes qui souffrent, se battent, résistent auront des choses à dire, non seulement sur ce qu'ils vivent, mais aussi pour dire ce qu'ils veulent… Et le PCF y mettra en débat ses propositions. Le 26 novembre, nous ferons avec les délégués de toutes les rencontres locales le point de la construction d'un programme antilibéral. Je voudrais ajouter à cela une nouvelle initiative. Vous avez eu connaissance du discours que le ministre de l'Intérieur a prononcé devant les préfets. J'ai écrit une lettre au Président de la République pour protester vivement contre ces propos et ce qu'ils préfigurent. Mais ce discours a été banalisé, y compris par une bonne partie de la presse. Mercredi prochain, avec nos élus en écharpe, avec tous ceux et celles qui le veulent, nous pourrions aller devant les préfectures et conduire des délégations pour leur dire: « dans ce département, nous ne laisserons pas faire ». ■

Calendrier pour le 33e Congrès

Adopté par le Conseil national du 21 septembre

14 octobre 2005 - 4 février 2006
Élaboration et choix de la base commune

14 octobre - Conseil national
- Définition de l'ordre du jour du Congrès
- Proposition d'organisation des textes préparatoires et appel à contributions
- Présentation de l'avant-projet de statuts
- Élections des commissions

26 octobre
- Ouverture dans *CommunisteS* de la publication de contributions à la préparation du Congrès en vue de l'élaboration de la base commune

18 au 18 novembre - Conseil national
- Rapports des commissions sur les orientations de leur travail
- Proposition du Conseil national concernant la modification des statuts

5 décembre
- Envoi du travail des commissions à tous les membres du Conseil national et aux Secrétariats fédéraux

9-10 décembre - Conseil national
- Adoption du projet de base commune

13 décembre
- Parution sur le site et envoi aux fédérations du projet de base commune

14 décembre
- Publication du projet de base commune dans *CommunisteS*

2 janvier au plus tard
- Remise des éventuels textes alternatifs et des listes de signataires correspondants

4 janvier
- Après leur validation, envoi de l'ensemble des textes aux communistes

11 janvier
- Ouverture de la tribune de discussion en vue du vote des communistes pour choisir la base commune

3 et 4 février
- Vote des communistes pour choisir leur base commune.

6 février 2006 - 26 mars 2006
Amendements et enrichissements de la base commune jusqu'aux décisions du Congrès

6 février
- Publication des résultats
- Envoi à tous les communistes de la base commune choisie par eux en vue de son enrichissement et des amendements.

8 février
- À partir de cette date, la tribune de discussion se consacre à l'enrichissement et aux amendements de la base commune

Du 18 février au 16 mars
- Conférences de sections

Du 10 mars au 19 mars
- Conférences départementales

Du 23 au 26 mars
- Congrès national

LE RAPPORT DE JEAN-FRANÇOIS GAU SUR LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU PARTI DE LA GAUCHE EUROPÉENNE

Le 1er Congrès du Parti de la gauche européenne aura lieu à Athènes les 29 et 30 octobre prochains. Ce congrès a à son ordre du jour l'adoption de thèses politiques intitulées: « Oui, nous pouvons changer l'Europe! » Sa discussion portera sur le contenu des alternatives proposées, sur les types de rassemblements à opérer pour résister aux offensives libérales et ouvrir de nouvelles perspectives, et bien évidemment sur le rôle et l'activité du PGE.
Le congrès élira en conclusion de ses travaux les instances de la Gauche européenne, conformément aux statuts.
Le Conseil national doit donc aujourd'hui donner son opinion sur l'orientation et l'évaluation du PGE et désigner la délégation de notre parti à ce congrès.

1. Les raisons d'être de l'existence du Parti de la gauche européenne sont accrues

La Gauche européenne est un tout nouveau parti européen. Je le rappelle, il a été créé il y a un an et demi, en mai 2004, à Rome. Il est sans doute nécessaire de commencer par rappeler les motivations qui nous ont conduits à contribuer à sa fondation, pour apprécier aujourd'hui si leur validité demeure.
Nous (je veux dire: les partis qui ont décidé ensemble cette création) sommes partis d'un constat. Celui d'une offensive coordonnée et tous azimuts des politiques libérales qui se déploient sur l'ensemble du continent et singulièrement au sein de l'Union européenne; et celui, là encore à l'échelle européenne, d'une montée des contestations de ces politiques et des aspirations à d'autres solutions que celle du capitalisme mondialisé.
Nous avons constaté que des organisations citoyennes et syndicales se sont structurées au plan européen, mais qu'à ce niveau, il n'existait pas de lieu permettant de mettre en commun les analyses et les actions des partis et organisations de gauche, antilibérales pour constituer une force politique porteuse de ces contestations et aspirations et leur donnant leur expression politique. Non seulement, a pensé notre parti, il était grand temps de combler ce manque, mais celui-ci était déjà à l'époque préjudiciable à notre combat. « Nous n'avons que trop tardé », estimait Marie-George Buffet lors du Congrès fondateur de Rome. Un an et demi après, nous devons considérer que les raisons d'existence d'un tel espace politique de construction et d'initiative sont pour ainsi dire décuplées: avec, tout à la fois, l'intensification des politiques de casse sociale en Europe et dans chacun de nos pays; et les grands mouvements de lutte qui se sont développés, la victoire du non en France et aux Pays-Bas, l'émergence en Allemagne d'une force nouvelle d'opposition au libéralisme et d'exigence d'une gauche de transformation.
Nous voyons pour notre part dans la construction d'une telle force politique européenne un élément indispensable à l'efficacité de notre action.
Soyons précis sur ce point. La dimension européenne est devenue, depuis longtemps maintenant, une dimension essentielle de notre propre politique de Parti communiste français. Elle l'est de plus en plus, par la force des évolutions: du fait de l'imbrication des décisions prises à Paris et à Bruxelles, comme des convergences de luttes et d'exigences entre notre peuple et les autres peuples européens. Nous avons certainement beaucoup de progrès à faire, mais le fait est que nous ne sommes pas désarmés sur ce terrain: nous agissons, proposons, rassemblons - je pense qu'il est inutile d'en faire une longue démonstration après le 29 mai. Nous n'attendons donc pas qu'on nous décharge de nos responsabilités (encore moins qu'on nous dicte nos décisions) en matière européenne. Mais, pour sa crédibilité même, notre action ne peut pas se limiter à notre seule intervention en France. Souvenons-nous, durant la campagne du référendum, des arguments portant sur l'« isolement » prétendu du non antilibéral en Europe: « Vous êtes les seuls à penser cela! » Nous avons besoin, pour rendre notre action plus efficace, d'explorer toutes les possibilités de rassemblement dans le combat pour résister au libéralisme et pour changer l'Europe, avec toutes les forces qui le souhaitent. Convenons que, parmi ces possibilités qu'il est indispensable de saisir, il y a le fait d'être partie prenante d'une force politique agissant à l'échelle européenne.
Ce que nous souhaitons, parce que nous considérons que c'est une nécessité pour les forces progressistes européennes et pour notre parti lui-même, c'est donc que ce 1er Congrès puisse déboucher sur une intensification du travail du Parti de la gauche européenne.

2. Agir ensemble pour une transformation profonde de l'Europe

Dans sa première année et demie d'existence, la Gauche européenne a commencé à prendre sa place dans le paysage politique européen. On peut le constater au nombre des partis qui s'y rassemblent. Il y avait quatorze partis membres et quatre partis observateurs lors du Congrès fondateur de Rome; ils sont aujourd'hui seize à être membres (ils seront sans doute dix-sept au 1er Congrès) et huit à être observateurs.
Les évolutions intervenues en Europe ont accru son autorité. Il est le parti européen dont la raison d'être est le combat contre le capitalisme mondialisé, la recherche d'alternatives aux politiques libérales, autoritaires, militaristes en Europe et de convergences avec toutes les forces qui agissent en ce sens. Il est ainsi le seul parti européen à s'être prononcé clairement contre le traité constitutionnel européen, le seul à ne pas avoir été pris à contre-pied par les « non » populaires et antilibéraux en France et aux Pays-Bas, mais au contraire à les considérer comme des faits majeurs ouvrant de nouvelles possibilités à son action au service des peuples européens.
Cette place particulière occupée par le PGE lui confère de nouvelles responsabilités. Je ne pense pas exagérer en affirmant qu'existent aujourd'hui une attention et une attente nouvelles à son égard de la part de forces européennes diverses.
C'est donc légitimement qu'il est proposé que le 1er Congrès se saisisse de la principale question posée aujourd'hui à ces forces antilibérales - non seulement: « Comment résister? », mais: « Quelle alternative ouvrir pour l'Europe? » Les thèses politiques qu'il devra adopter énoncent donc les grandes lignes des transformations progressistes de l'Europe pour lesquelles s'engage la Gauche européenne, selon trois grands axes: la paix, un autre modèle économique pour une Europe sociale, la démocratie. Un quatrième chapitre traite des rassemblements à opérer.
Ce document est à examiner par chaque parti membre dans la préparation du congrès. Il n'a été finalisé qu'hier soir, après un travail de propositions de modifications qui a duré plus longtemps que prévu. Nous disposons d'une version en anglais; il faudra quelques jours pour la traduire.
Dès que ce travail sera effectué, ce document sera disponible sur le site Internet du PCF et adressé à toutes les fédérations afin que les communistes en aient connaissance et fassent connaître leurs remarques éventuelles. Ce sont les adhérentes et adhérents, en effet (nous avons été le seul parti à adopter cette procédure), qui ont décidé, il y a un an, par un vote à bulletin secret, de l'adhésion de leur parti à la Gauche européenne. Elles et ils ont un droit de regard et de jugement sur les suites de cette décision. Lors de sa prochaine réunion, le 14 octobre, le Conseil national pourrait donc être informé des opinions formulées et donner un mandat plus précis à la délégation que nous allons élire.
Sans attendre, je pense que celle-ci devrait être attentive notamment à quatre préoccupations:

- L'analyse de la situation en Europe et la nature des objectifs qui doivent en découler pour les forces progressistes. Nous pensons pour notre part que les « non » français et néerlandais ont permis de placer sur le devant de la scène européenne une réalité majeure: le rejet partagé des peuples européens des politiques libérales et leur exigence d'autres solutions. Ce qui est remis en cause, ce sont les fondements mêmes des institutions et des politiques sociales, économiques, militaires, environnementales européennes. C'est à ce niveau qu'il faut se placer pour être en état de répondre aux refus et aux exigences des peuples.
- Cette nouvelle période qui s'est ouverte en Europe offre des possibilités inédites de mobilisations et de constructions entre les forces antilibérales. De nouvelles convergences peuvent s'effectuer entre ces forces politiques, syndicales, associatives, comme l'expérience du référendum en France l'a prouvé. Des processus de rapprochements visant à des actions communes s'engagent, tel celui inauguré par la Conférence de Paris des 24 et 25 juin derniers, ce qui est sans précédent à l'échelle européenne. Nous pensons que la Gauche européenne devrait jouer un rôle moteur dans ces processus, qui ne sont pas, cela va de soi, un « long fleuve tranquille »…
- Les thèses politiques affirmeront les principes de la transformation fondamentale de l'Europe pour laquelle agit la Gauche européenne. L'énonciation de tels principes est essentielle. Et nous attachons beaucoup d'importance à ce que, dès le 1er Congrès, ces grands choix puissent se traduire en termes de propositions transformatrices précises. À cette fin, des « motions » portant sur des thèmes politiques particuliers sont préparées par des groupes de travail et seront proposées au congrès. Alain Obadia, pour le PCF, est responsable du groupe portant sur les questions économiques.
- Nous souhaitons enfin que l'ensemble de ce travail puisse déboucher sur la proposition d'initiatives fortes, de « campagnes » à l'échelle européenne que pourrait animer le PGE, dans le sens des objectifs que je viens d'énoncer.



3. Des améliorations nécessaires pour le développement du PGE

La discussion du congrès portera également, bien naturellement, sur la Gauche européenne elle-même, sur son bilan et les moyens de son développement. Pour favoriser cet examen par les partis membres et observateurs, le Bureau exécutif met à leur disposition un document de travail « sur l'évaluation et la conception du Parti de la gauche européenne ». Ce document a été réalisé à partir des réponses des partis membres à un questionnaire qui leur avait été adressé portant sur quatre thèmes: l'utilité de la Gauche européenne, ses objectifs, son fonctionnement, les adhésions individuelles. Ce document, qui vous a été remis, sera porté à la connaissance des adhérents dans les mêmes conditions que celui portant sur les thèses.
Dans quel esprit notre délégation pourrait-elle apporter à la discussion du congrès sur ces questions?
À l'évidence, des difficultés et des insuffisances se sont révélées dans cette première année et demie d'existence.
Certaines tiennent à la nouveauté même de cette formation politique. Il s'agit d'installer un travail commun entre des partis qui partagent, certes (et c'est l'essentiel), des analyses et des objectifs fondamentaux qu'énonce leur Manifeste adopté au Congrès de Rome, mais dont les traditions et les cultures politiques, les conditions de leur action, les prises de position sont différentes, parfois très différentes. Les contradictions qui existent au sein des forces progressistes européennes (par exemple entre forces de l'Ouest et de l'Est du continent, ou entre conceptions différentes du devenir de l'Europe) traversent le PGE. Parvenir à construire des prises de position communes et un travail effectif accompli ensemble constitue un processus, qui n'en est qu'à son début et qui exige tout à la fois souplesse et volonté politique.
Ce processus est celui de la mise en œuvre d'une conception de cette force politique qui est elle aussi nouvelle, en phase de rodage, pourrait-on dire.
Le Congrès fondateur de Rome a défini le Parti de la gauche européenne comme « une association, flexible et décentralisée, de partis et organisations politiques de gauche européens, indépendants et souverains qui travaillent sur la base du consensus ».
Cette définition nous convient parfaitement. Comme l'indique le document de travail, « selon cette conception, cette association de partis au plan européen est une nou-



velle réalité politique européenne, un nouveau parti politique européen qui a l'objectif de devenir une nouvelle force européenne. Son développement nécessaire s'imagine dans ce cadre et l'évaluation de son action se fait en termes concrets d'efficacité du fonctionnement et de la production d'idées et d'initiatives de cet espace de travail politique européen entre partis associés. »
Sur ce plan, il est évident qu'au moment de l'adoption pays après pays du traité constitutionnel et singulièrement du référendum français, par exemple, la Gauche européenne n'a pas joué totalement le rôle (en termes de visibilité et de campagnes communes) que lui conféraient ses prises de position. Et ce type de remarque peut être fait sur plusieurs sujets. Si on devait résumer par une appréciation à la manière d'un professeur notant son élève, on dirait: « Peut mieux faire »…
Cette conception du PGE comme un espace de travail et d'initiative au plan européen entre partis associés avait fait l'objet, au moment du Congrès de Rome, de beaucoup de discussions. On s'en souvient, la question de la possibilité d'adhésions individuelles à la Gauche européenne avait été un point d'achoppement. Cette disposition ne nous pose pas de problème dans les pays où aucun parti n'est adhérent de la Gauche européenne, mais dans les pays où existent de tels partis, ouvrir la possibilité d'adhésions à la GE « à côté » et indépendamment d'eux peut induire, à notre avis, une évolution vers une entité politique qui serait autre chose qu'un lieu de convergence d'analyse et d'action entre partis associés. C'est pourquoi nous y avons été opposés pour la France.
Le Congrès de Rome avait inscrit dans les statuts une phase d'expérimentation de cette disposition, chaque parti étant libre de l'adopter dans son pays ou non. Cette phase va se poursuivre. Rien ne nous conduit à changer notre position.
Des remarques similaires peuvent être faites à propos de certains réseaux de la Gauche européenne. Nous nous retrouvons dans les remarques faites à ce propos dans le document de travail qui préconise que « le développement du travail sur tel ou tel thème, ainsi que l'ouverture indispensable de ce travail à des personnes qui ne soient pas obligatoirement membres de tel ou tel parti s'effectuent d'abord et avant tout par la création de groupes de travail de la Gauche européenne ».
En cette matière, nous pensons qu'il ne peut pas y avoir de raccourci possible à la question réelle posée au PGE qui est celle de l'approfondissement du débat politique en son sein, d'une plus grande souplesse de fonctionnement, de l'engagement en commun de grandes campagnes d'action, c'est-à-dire d'un développement important du travail entre forces politiques au plan européen, associant leurs propres adhérents et, au-delà, toutes les forces disponibles pour un tel travail.
Enfin, le document de travail avance plusieurs propositions d'améliorations du fonctionnement du Conseil des présidents et du Bureau exécutif, que nous partageons.
4. La délégation du PCF au Congrès d'Athènes.
Les statuts de la Gauche européenne prévoient que chaque parti membre délègue douze personnes, à parité, et ait la possibilité d'inviter cinq personnes.
Le Comité exécutif propose donc que notre délégation soit conduite par Marie-George Buffet et soit composée, en outre, de Daniel Cirera, Laurence Cohen, Yves Dimicoli, Jean-François Gau, Élisabeth Gauthier, Martine Gayraud, Roger Martelli, Christine Mendelsohn, Alain Obadia, Fabienne Pourre et Francis Wurtz.
Nous proposons, de plus, d'inviter notamment Robert Bret, Jean-Claude Lefort et Chantal Petitjean.
Par ailleurs, les députés européens du groupe GUE-NGL sont invités par le PGE. ■

LA DISCUSSION

Chantal Petitjean - Hts-de-Seine
Je partage le rapport et les difficultés du PGE. La mise en place du réseau politique européen s'est trouvée confrontée aux difficultés de fonctionnement au consensus. Il y a difficulté à ce que le PCF prenne en compte le féminisme. Nous avons des difficultés car nous ne disposons pas des moyens pour organiser les initiatives féministes. Cela reste trop encore l'affaire de la commission nationale et pas assez celle du Parti. La réunion du réseau féministe à Paris en avril s'est trouvée en télescopage avec une autre initiative et cela n'a pas permis à toutes les femmes européennes d'être présentes à notre initiative. La création du réseau est une valeur fondatrice du PGE et doit être un objectif.

Colette Mô - Alpes-Maritimes
Le travail du collectif féministe du PCF a été important depuis le congrès de Rome afin d'élaborer un projet féministe pour une autre Europe. La création d'un nouveau parti est pour nous, féministes européennes, l'opportunité de nous faire entendre et de faire avancer la lutte pour l'égalité et contre toutes les discriminations. Je pense qu'il serait important que le PCF fasse acte de volontarisme dans ce domaine et prévoit une délégation clairement féministe.

Gilles Garnier - Seine-St-Denis
Désormais, me semble-t-il, le féminisme est constitutif de l'engagement communiste. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne reste pas des comportements machistes chez des communistes. Le PGE est récent. Son histoire est complexe, ses origines ne sont pas que communistes. Il avance pas à pas. Avant d'y adhérer nous avons craint qu'il ne soit un parti qui tutellise le PCF ou que ce soit, à l'inverse, une enveloppe vide. Ce n'est, au vu de l'expérience, ni l'un ni l'autre. Nous l'avons voulu ainsi. Il doit être plus un outil de réflexion, de mobilisation et de lutte au plan européen. Tout ce qui s'y décide se fait sur la base du consensus. C'est plus long, plus compliqué mais nous l'avons voulu ainsi.

Malika Zédiri - Val-de-Marne
La gauche européenne me paraît être une grande nébuleuse. Que dit-on sur ces questions transversales: pauvreté/précarité/remise en cause des droits sociaux/immigration avec la police des frontières qui est programmée? Comment construit-on en dehors de ces données? Je ne comprends pas comment tout cela se construit, j'ai peur des rencontres d'appareil.

Nadine Stoll - Haute-Garonne
Après le 29 mai, on a perdu le terrain Europe dans notre activité politique au quotidien et pourtant tous les dossiers nous obligent à travailler hors de nos frontières pour donner perspectives dans et pour les luttes. D'où l'intérêt du PGE. À Toulouse, quelques camarades ont monté un projet de coopération politique et culturelle avec les communistes de Cordoue. Les échanges sont très riches: atouts et difficultés des combats, service public européen de l'eau, lutte OGM, immigration, le PGE lui-même. Il s'agit « d'alimenter et traduire politiquement toutes ces expériences d'échanges à caractère non institutionnel au sein de notre nouvelle maison commune qu'est le PGE ».

Frédéric Boccara - Val-de-Marne
Nous avons besoin de connaître les points débattus, les amendements du projet de texte du PGE. En l'état ce texte contient une dérive « travailliste »: le patronat n'y existe pas, aucune transformation des entreprises, en économie on ne parle que de fiscalité, ce qui contribue au black-out sur les responsabilités de la BCE. Le bilan du PGE est faible, hormis l'appel à voter NON. Quelles actions? Quelle évolution des idées? La délégation doit partir sur un certain « mandat » et faire des propositions. Le 24/25 octobre à Londres: sommet social européen, il faut prendre une initiative publique qui fasse le lien: social/BCE. Il y a à faire avec les progressistes dans le monde pour clarifier le vote au référendum.

Yves Dimicoli - Paris
1) Informer le CN sur le débat qui a présidé à l'élaboration du projet pour le congrès. 2) Le PGE existe et nous y sommes. Tout faire alors pour qu'il soit efficace pour le combat transformateur commun. Pas le cas aujourd'hui: problèmes d'orientation et de fonctionnement. Le PCF y a-t-il toute sa place? Au congrès de Rome (2004) Refondation communiste italienne et le PDS allemand jouaient un rôle très considérable. 3) Si le PGE, pour l'heure, n'aide pas à l'essor de luttes politiques commun en Europe, il ne doit en aucun cas servir à entraver le développement d'initiatives bilatérales ou multilatérales entre partis nationaux décidées en dehors de ses instances.

Laurence Cohen - Val-de-Marne
Le PGE en est aux balbutiements, la délégation doit être porteuse d'exigences, de propositions pour qu'il soit à la hauteur des enjeux européens, mondiaux. D'autant que la campagne référendaire nous a montré le champ des luttes à mener, les synergies possibles, et les manques du PGE. Il est important d'être présents sur les enjeux économiques et sociétaux. La dimension d'une Europe sociale et féministe est essentielle. Or, le Parti a besoin d'avoir une réflexion collective sur ce qui fonde notre projet communiste, sa dimension émancipatrice, libératrice. Dans cet esprit, je propose qu'un Conseil national soit consacré à l'apport communiste dans le féminisme. Cela nous aidera pour notre congrès

Marie-George Buffet
Le PGE peut être un outil formidable. Mais, soyons lucides, pour l'instant il n'a pas pu ou su prendre les initiatives dynamiques que nous attendions. La délégation de notre parti au congrès d'Athènes doit donc porter cette exigence d'une activité dynamique du PGE, bousculant les pesanteurs internes, pour faire de cet espace un véritable outil de mobilisation et d'action des peuples sur les grands enjeux européens. C'est désormais possible, maintenant que la phase de mise en route est terminée. Ce débat autour du fonctionnement était indispensable. Par exemple, pour en évacuer une conception de type super-parti. Pour nous, il s'agit de créer les moyens d'une solidarité, d'une convergence qui ne remette pas en cause les choix de chaque parti. Concernant le féminisme, il faudra prendre le temps d'en discuter au-delà de la seule désignation de notre délégation au congrès du PGE. La place de notre parti dans le combat féministe n'est ni annexe, ni accessoire. Dès sa création, cela a fait l'objet d'un débat. En 1925, nous portions le féminisme avec un secrétariat à la condition féminine et un journal « l'Ouvrière ». Si nous avons enregistré des reculs à certaines périodes de notre histoire, celles marquées par un repli, on ne peut nier ses nouveaux développements à partir des années 80 et depuis. Si aujourd'hui, certains, certaines craignent un recul, il serait souhaitable d'en discuter sérieusement. Par exemple à l'occasion de la réunion des femmes communistes prévue le 25 novembre et d'y donner des suites dans le Parti.

Jean-François Gau - Paris
D'accord avec Yves Dimicoli: L'appartenance au PGE ne « bride » en rien les possibilités d'initiatives bi ou multilatérales du PCF en Europe. Je me réjouis que la discussion mette en valeur une volonté d'amélioration du fonctionnement et de l'activité du PGE, notamment de sa capacité de décider de grandes actions au niveau européen ouvertes à toutes les forces intéressées, ce qui est le souhait du PCF.

À l'issue du débat, la délégation du PCF proposée (voir ci-dessus le rapport de Jean-François Gau) est adoptée à l'unanimité moins une abstention. ■

Communistes Supplément à l'Humanité
Équipe de rédaction
2, place du Colonel Fabien - 75019 Paris
Mél: communistes@pcf.fr - Télécopie: 0140401246
DIRECTEUR: Jean-Louis Le Moing - Tél.: 0140401167
RÉDACTION: Patrice Falguier - Tél.: 0140401359
Élisabeth Ackermann Tél.: 0140401106
RELECTURE: Jacqueline Lamothe
MAQUETTE: Zouhaïr Nakara, Stéphane Paturey
COMITÉ DE PILOTAGE: Élisabeth Ackermann - Alain Bascoulergue
Marie-Pierre Boursier - Gérard Busque - Brigitte Dionnet
Patrice Falguier - Jean-Louis Le Moing - Denis Rondepierre
Ont participé à la rédaction de ce numéro: Gérald Briant
Monique Dagorn - Cécile Jacquet - Françoise Quainquart
Claudine Ludwig - Alain Vermeersch
Secrétariat: Monique Douchin - Marianne Parmigiani
Informatique: Vincent Benoît - Jordi Montanard